

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Les Etats-Unis et leurs alliés sont-ils à nouveau en train de mal évaluer leurs plans de guerre?

Une nouvelle guerre d'envergure contre l'Iran semble imminente

Echanges entre Glenn Diesen et Douglas Macgregor



hd. Dans une longue conversation vidéo entre le politologue et auteur norvégien Glenn Diesen avec l'ancien Colonel de l'armée américaine, conseiller principal du Pentagone et commentateur politique Douglas Macgregor¹, les deux hommes abordent également la situation en Asie occidentale. Une escalade se prépare qui pourrait embraser tout le Proche et le Moyen-Orient et déboucher sur une guerre mondiale.

[...] Glenn Diesen: *Le Moyen-Orient est un domaine dans lequel nous pourrions voir les Etats-Unis et peut-être leurs alliés de l'OTAN entrer en conflit avec ce nouveau bloc qui est en train de se former, avec la Russie et la Chine au centre. Je ne suis pas sûr qu'il y ait actuellement d'impasse avec l'Iran. Il semble que Trump voulait une victoire facile ou une guerre courte, mais les Iraniens semblent avoir menacé de riposter massivement à toute attaque, ce qui rend très difficile le contrôle de l'escalade – c'est-à-dire décider quand la guerre doit commencer, comment elle doit être menée et quand elle doit se terminer. Mais de cette guerre imminente, quel sera son impact sur la stratégie globale? Dans quelle mesure la Russie et la Chine, par exemple, interviendront-elles? Ou l'ont-elles déjà fait?*

Douglas Macgregor: Il y a quelques semaines, le trio Mossad-CIA-MI6 a réussi à convaincre le Président Trump que l'Iran était au bord de l'effondrement, en s'appuyant sur leur analyse selon laquelle il existerait, au sein du pays, des efforts concertés pour renverser le gouvernement. Au départ, les manifestations [en Iran] étaient tout à fait légitimes. Elles n'étaient pas violentes et ne visaient pas à renverser qui que ce soit. Il s'agissait d'un grand nombre de personnes extrêmement mécontentes de la situation économique iranienne, dont nous sommes en grande partie responsables, nous autres Américains. Leur monnaie a été systématiquement détruite, et ils en étaient tous conscients. C'était la raison de ces manifestations. Elles ne visaient pas à renverser le régime.

Puis le Mossad est intervenu, avec le soutien du MI6 et de la CIA. Nous n'avons pas besoin de revenir sur les 40 000 terminaux Starlink [antennes satellites] qui ont été introduits clandestinement dans le pays, ni sur les agents du Mossad qui opéraient dans la foule, fournissant de l'argent et des armes aux gens et les incitant à tirer sur la police, à tuer des membres du gouvernement, et autres choses encore. Tout cela a été très rapidement stoppé et éliminé grâce à l'aide de la Russie et de la Chine. Les 40 000 terminaux Starlink ont été désactivés, et les Russes comme les Chinois ont aidé à localiser leur emplacement. Cela a aidé les Iraniens à contrer cette menace.

Mais les personnes qui ont dressé, envers Donald Trump, l'image d'un Iran faible, vulnérable et, au fond, facile à renverser, sont toujours là. Elles ont réitéré leurs démarches envers le Président Trump en lui déclarant:

«Notre tentative de renverser secrètement le gouvernement à l'aide des services secrets a échoué.» Sa réponse fut: «Quelle est la prochaine étape?» Ce qui a été une question légitime. La réponse lui est venue à la fois des services secrets et du président du Comité des chefs d'état-major: «Nous ne disposons pas d'assez de puissance de feu, et concernant les forces armées à notre disposition – elles ne suffisent pas pour réussir n'importe quoi en Iran.

La raison pour laquelle rien ne s'est passé jusqu'à présent est due au fait que nous [les Etats-Unis] attendons encore nos renforts. Au moins deux autres groupes aéronavals semblent se trouver en route vers la région. L'un d'eux se trouve peut-être en Méditerranée, je ne sais pas. Un autre se trouve certainement dans l'océan Indien. Mais je ne sais pas non plus ce qui se passe du côté de l'armée de l'air. Nous ne devons pas oublier que la véritable force derrière les attaques contre l'Iran ne provient pas de nos forces maritimes, mais de l'armée de l'air américaine. Celle-ci utilisera probablement une puissance de feu énorme sous forme de bombes planantes, d'armes de précision, etc., à haute altitude et hors de portée de la défense aérienne et antimissile iranienne.

C'est pourquoi je considère que les discussions actuellement convoquées sont sans importance. Je ne pense pas que les Iraniens se laisseront tromper par cela. Ils y participent parce que les Chinois et les Russes ont affirmé: «Participez aux débats. Ecoutez ce qu'ils ont à dire.» Mais ils ont également clairement indiqué dès le départ que les points de discussion de M. Netanyahu, constituant la base des exigences du Président Trump – deux de ces trois points à discuter – seront rejetés d'emblée [par l'Iran]. Il s'agit en effet de toute modification, démantèlement ou restructuration de l'arsenal de missiles afin qu'Israël n'ait pas à s'inquiéter d'être à portée des armes iraniennes. Cela n'est pas négociable. Et l'idée que l'Iran ne soutienne plus ses alliés dans la région ou ne coopère plus avec eux n'est pas non plus à l'ordre du jour. La seule chose dont ils semblent prêts à discuter, c'est l'uranium enrichi. Jusqu'où cela peut-il aller? Je ne suis pas sûr que cela puisse aller très loin, car dès lors que l'on commence à parler de niveaux d'enrichissement, de questions de stockage et de lieu de stockage, on revient au JCPOA², conclu sous l'administration Obama.

Je ne pense pas que ces discussions soient sérieuses. Je pense qu'elles ont été entamées pour la simple raison de gagner du temps.

Cela nous amène à la question suivante, qui est la plus importante: quel est l'objectif de l'offensive aérienne et balistique qui s'annonce? S'agit-il d'un changement de régime? En sommes-nous à nouveau arrivés à ce stade? Ou y a-t-il autre chose? Je pense que les efforts concertés pour traquer, cibler et éliminer le gouvernement vont se poursuivre.

Mais avant tout, il s'agit de détruire l'Iran. C'est ce que les gens doivent comprendre. Il s'agit d'une guerre de destruction impitoyable.

Elle vise à accélérer la désintégration de l'Etat-nation iranien. Ils pensent pouvoir y parvenir.

J'ai des doutes. Après tout, il s'agit d'une nation de 93 millions d'habitants. Le territoire est à peu près aussi grand que l'Europe occidentale. Bien sûr, les zones qui présentent le

plus d'intérêt se trouvent principalement dans le nord et le centre du pays. Elles ne se trouvent pas dans le sud, ce qui signifie que le défi de trouver des cibles n'est pas aussi grand qu'il le serait en Europe occidentale. Mais cela reste néanmoins un défi considérable. Et je pense que c'est exactement ce qu'ils ont l'intention de faire. Ils veulent simplement détruire cet Etat-nation, le diviser et le fragmenter.

Et là encore, on en revient aux rapports des services secrets, aux personnes qui ont dit à Donald Trump – et d'ailleurs aussi à Biden – que la Russie était faible. Que la Russie serait facile à vaincre. Que la Russie ne pourrait pas résister à la pression. Nous entendons maintenant la même chose à propos de l'Iran. Mais l'Iran n'est pas la Russie, et l'Iran présente en effet de très graves faiblesses. Vous les connaissez: l'eau est un problème majeur, tout comme l'alimentation des personnes qui vivent dans ce pays. Ils dépendent des importations alimentaires. Les Russes et les Chinois peuvent-ils les aider? Peut-être.

Mais je pense que cela représente un réel danger pour l'Iran. La question est la suivante: peuvent-ils [les Etats-Unis] causer suffisamment de dégâts pour que quelqu'un se lève et dise: «Arrêtez! Ça suffit!» Comment l'Iran réagira-t-il à un tel scénario? La réponse iranienne est qu'ils n'ont aucune raison de se retenir. Donc, s'ils sont attaqués, ils utiliseront très probablement tout ce dont ils disposent. La question pour nous est de savoir dans quelle mesure cela sera efficace. J'ai toujours dit que les Iraniens pouvaient en venir à bout avec Israël. Mais les Iraniens peuvent-ils tenir face à l'Israël et les Etats-Unis en action conjointe, en termes de puissance militaire? Ce n'est pas clair.

Au cours des dernières semaines, les Chinois ont livré d'énormes quantités d'armes, de munitions, de missiles, etc. Les Russes sont sur place et apportent leur aide en matière de défense aérienne et antimissile intégrée. Les Chinois – et je suppose que les Russes aussi, même si nous savons avec certitude que seuls les Chinois l'ont fait – ont fourni aux Iraniens des images satellites et des données en temps réel. Les Iraniens ne sont donc plus dans la même situation que la dernière fois, où ils ne savaient peut-être pas où se trouvaient les attaquants ou ont été pris par surprise.

Je pense qu'ils savent désormais où tout se trouve, y compris les navires en mer. En ce qui concerne les armes, je ne sais pas combien de ces missiles – je crois qu'il s'agit des DF-21 ou DF-23³, armes que les Chinois ont construit exclusivement pour emploi contre des navires se trouvant en haute mer. Nous n'avons pas encore leur impact et nous ne savons donc pas s'ils sont efficaces. Mais compte tenu des performances de l'Iran pendant la guerre de douze jours, il s'est avéré que leurs armes étaient en fait très précises et exactes. Je pense donc qu'ils ne se contenteront pas d'amasser tout ce dont ils disposent pour le décharger sur Israël mais qu'ils frapperont également, j'en suis certain, nos bases [américaines] en attaquant en plus, probablement, nos navires en mer.

Ce qu'ils [les Etats-Unis] sont manifestement capables de faire pour l'instant, c'est d'effectuer des bombardements massifs. Or, nous ne savons pas – peut-être, selon l'itinéraire emprunté par nos bombardiers et leur altitude de vol – s'ils peuvent être chassés. Les bombardiers furtifs ne sont pas

aussi miraculeux que la plupart des gens le croient. Leur furtivité, au sens de la conception s'y trouvant intégrée, peut retarder leur détection, mais elle ne peut pas les rendre invisibles. On peut donc retarder la détection pendant un certain temps. Ce à quoi nous ne pouvons actuellement pas répondre, c'est la question de savoir ce qui arrive aux B-2 [bombardiers] qui survolent le pays. Les B-52 [bombardiers] ne seront employés que lorsque les B-2 s'avèrent être très efficaces contre la défense aérienne et antimissile ainsi que contre les cibles critiques. Les B-52 sont des systèmes de lancement d'un nombre massif de bombes, mais devenus vulnérables car ce sont de vieux avions. Ils sont faciles à atteindre et à abattre.

Il y a donc beaucoup de questions auxquelles nous ne savons pas répondre. Je ne sais pas quelles réponses sont données à Donald Trump, mais je suppose qu'il est sous l'emprise de ce que j'appellerais un «scénario optimiste».

Le dernier point est le suivant: tout cela, combien de temps reste-t-il réalisable? Je pense que cela peut durer entre dix jours et deux semaines, car ensuite, nous [les Etats-Unis] aurons atteint le fond du baril concernant les missiles. Et ce n'est pas un problème mineur, car il faut protéger ses navires en mer et ses bases sur le territoire national. Combien de missiles peut-on se permettre d'utiliser avant d'atteindre un niveau inacceptable et dangereux, surtout si la Chine et la Russie s'y mêlent?

Tout le monde me demande: «Que pensez-vous que la Chine et la Russie vont faire?» Et la seule réponse que je puisse donner, c'est que ni la Chine ni la Russie assisteront passivement à ce que l'Iran soit détruit devant leurs yeux. En d'autres termes, si l'Iran se retrouve vraiment en difficulté et risque de s'effondrer, je pense que la Russie et la Chine interviendront. Quelle forme prendra cette intervention? Elle ne sera pas nucléaire, mais elle pourrait très facilement déboucher sur une collision en mer, car la Chine et la Russie disposent toutes deux de nombreux sous-marins, et nous ne sommes pas particulièrement doués pour détecter les sous-marins nucléaires modernes dans les eaux profondes.

Je pense que l'on perçoit souvent la Chine comme très prudente, et je suis d'accord. Mais se détourner de l'Iran de cette manière n'a rien à voir avec la prudence; ce sera extrêmement dangereux [pour la Chine]. Il est difficile d'imaginer que l'Iran ou la Chine veuillent s'en prendre directement aux Etats-Unis, mais il faut faire quelque chose pour éviter l'effondrement de l'Iran. Puisque pour l'Iran l'enjeu est vital, considérant qu'il se trouve face au défi existentiel, il n'acceptera pas une attaque limitée, du type «bloody nose», dans l'attente qu'elle mette fin à la guerre. Et puisque les Chinois et les Russes ne peuvent rester passifs face à une balkanisation ou destruction même de l'Iran, pensez-vous que la guerre sera tout de même déclenchée? J'ai entendu dire que certains misent sur l'éventualité que Trump essaie de revenir sur sa décision. Ou est-il tout simplement trop tard?

Je ne sais pas s'il est forcément trop tard. Je pense que la décision est prise – c'était mon point de vue concernant les pourparlers. Je ne les considère pas du tout comme sérieux. Je

Le ministre russe des Affaires étrangères remet en question la volonté de négociation du gouvernement américain

Extrait d'une interview de Serguéï Lavrov réalisée par le réseau des médias internationaux de TV BRICS Moscou, le 9 février 2026

[...] La scène internationale connaît une transformation amorcée il y a quelque temps avec la transition objective vers un ordre mondial multipolaire. Il ne s'agit plus ni de la bipolarité de l'ère soviéto-américaine avec le Pacte de Varsovie et l'OTAN, ni de l'unipolarité qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique. C'est plutôt la multipolarité qui façonne le cours du développement mondial. Pendant de nombreuses années, les Etats-Unis ont été le moteur de l'économie mondiale et le régulateur des finances internationales, utilisant le rôle du dollar pour renforcer leur position dominante. Aujourd'hui, ils perdent objectivement de leur importance économique et de leur influence au sein du système mondial. Pendant ce temps, des pays comme la République populaire de Chine, l'Inde et le Brésil gagnent du terrain. Des développements importants ont également lieu en Afrique, où les pays tentent de plus en plus de développer leur industrie nationale plutôt que de se contenter d'exporter leurs ressources naturelles, une ambition autrefois soutenue par l'Union soviétique.

Plusieurs centres ont ainsi vu le jour, caractérisés par une croissance économique rapide, un pouvoir important et une influence financière et politique. Le monde est en train d'être remodelé par la concurrence tandis que l'Occident hésite d'abandonner sa position autrefois dominante. Avec l'arrivée au pouvoir de l'administration Trump, cette lutte pour limiter les concurrents est devenue particulièrement évidente et manifeste. En effet, l'administration Trump affiche manifestement son ambition de jouer un rôle dominant dans le secteur de l'énergie et de contrôler ses concurrents.

Un combat est en cours pour préserver l'ancien ordre mondial, fondé sur la domination du dollar et les règles formulées et imposées par l'Occident, par l'intermédiaire du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce. Lorsque les nouveaux pôles de croissance, qui fonctionnent selon ces mêmes règles, ont fait preuve de résultats économiques bien meilleurs et des taux de croissance nettement plus élevés, comme le montrent en évidence les pays BRICS, l'Occident a commencé à chercher des moyens pour bloquer ce changement. Cependant, cette tentative est vouée à l'échec car on assiste à un processus objectif, irréversible. Depuis plusieurs années, les taux de croissance et le volume du PNB des pays BRICS, aux dimen-

sions de la parité du pouvoir d'achat, dépassent largement le PNB collectif des pays G7.

Ces processus économiques mondiaux – tant l'émergence objective de nouveaux centres de développement que les efforts subjectifs des puissances établies se trouvant en perte de leur influence pour entraver cette évolution naturelle – constituent la base de notre tâche. Elle ne comprend non seulement des prévisions analytiques mondiales, mais également notre coopération bilatérale pratique avec chaque pays. Toutes ces confrontations géopolitiques, ainsi que les tentatives visant à entraver le cours objectif de l'histoire, ont inévitablement des répercussions sur les relations bilatérales. Je ne vais pas les énumérer toutes, mais elles comprennent les sanctions, la soi-disant «flotte fantôme», inventée par l'Occident désignant ainsi les tentatives d'arrêter des navires en haute mer par la force militaire, en violation flagrante de la Convention des Nations unies sur le droit maritime, et bien d'autres choses encore. Les droits de douane sur l'achat de pétrole ou de gaz auprès de certains fournisseurs sont désormais monnaie courante. [...]

L'Occident, face à sa perte de l'ancienne hégémonie, continue de s'accrocher aux institutions créées pour la garantir, celles qui pourtant ne reflètent plus la situation réelle et la nature équitable des interactions au niveau international. La création de nouvelles institutions aptes à faciliter les relations économiques, commerciales, d'investissement et de transport internationales est inévitable.

Nous ne préconisons pas que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC cessent leurs activités. Depuis la création des pays BRICS, nous nous efforçons depuis de nombreuses années de réformer ces institutions afin que leurs Etats membres (qui sont, aujourd'hui comme hier, les économies et les puissances commerciales les plus dynamiques du monde) obtiennent, dans toutes les institutions de Bretton Woods, des droits de vote et des droits correspondant à leur poids réel dans l'économie mondiale, le commerce et la logistique.

L'Occident tente de s'y opposer catégoriquement. Le Président *Poutine* a déclaré, à plusieurs reprises: «Ce n'est pas nous qui refusons d'utiliser le dollar. Les Etats-Unis, sous la présidence de *Joe Biden*, ont tout fait pour transformer le dollar en une arme contre ceux qu'ils considèrent être indésirables.»

Je tiens à souligner le fait suivant. Malgré toutes les déclarations du gouvernement du

Président Trump selon lesquelles la guerre en Ukraine, lancée par le Président Biden, devrait prendre fin, que nous devrions nous mettre d'accord pour la retirer de l'ordre du jour, que nous verrions alors des perspectives prometteuses et claires d'investissements ainsi que d'autres interactions mutuellement avantageuses pour la Russie et les Etats-Unis – son administration n'a pas contesté toutes les lois adoptées par Joe Biden visant à «punir» la Russie après le début de l'opération militaire spéciale.

En avril 2025, elle a par contre prolongé le décret 14024 sur l'état d'urgence, dont l'essentiel consiste à «punir» la Russie et à imposer des sanctions à notre pays, y compris le gel des réserves d'or et de devises de la Russie. Ce document fait état d'«activités étrangères nuisibles du gouvernement de la Fédération de Russie». [...] On y trouve n'importe quoi encore!

Tout cela relève purement et simplement de «bidenisme», comportements que le Président Trump et son équipe rejettent. Néanmoins, ils [les adversaires de la Russie aux Etats-Unis] ont facilement fait adopter la loi et les sanctions contre la Russie qui sont toujours en vigueur. Ils ont imposé des sanctions contre *Lukoil* et *Rosneft*. Et ils l'ont fait à l'automne, quelques semaines seulement après une rencontre fructueuse entre le Président Poutine et le Président Trump à Ancharage.

Ils nous disent que le problème ukrainien doit être résolu. A Ancharage, nous avons accepté la proposition des Etats-Unis. [...] Le Président Poutine a déclaré, à plusieurs reprises, que ce que l'Ukraine et l'Europe allaient dire n'avait aucune importance pour la Russie; nous constatons en abondance la russophobie primitive de la plupart des gouvernements de l'Union européenne, à quelques exceptions près. La position des Etats-Unis avait donc du poids pour nous. En acceptant leur proposition, il nous semblait avoir accompli la tâche de résoudre la question ukrainienne susceptible de passer à une coopération globale, large et mutuellement avantageuse.

Mais jusqu'à présent, la réalité est tout autre: de nouvelles sanctions sont imposées et, en violation de la Convention des Nations unies sur le droit maritime, une «guerre» est menée contre les pétroliers en haute mer. Ils tentent d'interdire à l'Inde et à nos autres partenaires d'acheter des ressources énergétiques russes bon marché et abordables (ce qui est déjà interdit depuis longtemps aux Européens UE) les obligeant à acheter du gaz naturel liquéfié

américain à des prix excessifs. Tout cela signifie que les Américains poursuivent toujours leur objectif de la suprématie économique.

De plus, nous ne discernons pas non plus d'avenir radieux lié au domaine économique, bien que l'administration Trump ait prétendument fait une proposition à l'Ukraine et que nous ayons été prêts à l'accepter (proposition retirée entretemps, nous semble-t-il). Les Américains veulent prendre le contrôle de toutes les voies d'approvisionnement en ressources énergétiques des principaux pays du monde et de tous les continents. Sur le continent européen, ils ont dans leur collimateur les gazoducs Nord Stream, qui ont été détruits il y a trois ans, le système ukrainien de transport de gaz et le Turk Stream.

Cela montre que l'objectif des Etats-Unis – dominer l'économie mondiale – doit être atteint par toute une série de mesures coercitives incompatibles avec une concurrence équitable. Droits de douane, sanctions, interdictions directes, interdiction de coopérer avec d'autres – nous devons donc nous rendre compte de tout cela.

Alors que, à l'instar de l'Inde, de la Chine, de l'Indonésie et du Brésil, nous sommes ouverts à la coopération avec tous les pays, y compris une grande puissance comme les Etats-Unis, nous nous trouvons dans une situation où les Américains eux-mêmes la bloquent en érigeant des obstacles construits d'eux seuls. Nous sommes donc contraints de rechercher des voies supplémentaires sécurisées pour développer, avec les pays du BRICS, nos projets financiers, économiques, d'intégration, logistiques et autres. [...]

Tout cela, nous ne l'entamons guère pour contrarier qui que ce soit, et encore moins les Etats-Unis. La raison en est que les Etats-Unis tentent de mettre tous les processus, dans les domaines que j'ai mentionnés, sous leur contrôle strict érigeant des concessions unilatérales. Sans renoncer à nos contacts avec eux, dans la mesure où ils sont prêts à coopérer sur une base mutuellement avantageuse, nous souhaitons, avec nos partenaires du BRICS, créer une architecture qui ne soit pas soumise aux actions illégales de l'un ou l'autre acteur du camp occidental. [...]

Source: https://mid.ru/en/foreign_policy/news/2078196/ du 9 février 2026

(Traduction *Horizons et débats*)

«Les Etats Unis et leurs alliés ...» suite de la page 1

pense que ce n'est qu'une question de temps avant que davantage de forces ne soient rassemblées pour une attaque, un défi qui sera évidemment bien plus important que prévu initialement. Je crois qu'ils pensaient qu'il leur serait plus facile de déstabiliser et, finalement, de détruire le régime. Ils avaient rassemblé tout ce qu'ils pensaient nécessaire pour attaquer le régime lorsqu'ils étaient convaincus de sa grande vulnérabilité. Ils se sont trompés sur leurs capacités de déstabiliser le régime et finalement le détruire. Ils avaient amassé tout ce qu'ils estimaient nécessaire pour attaquer le régime, convaincus de sa grande vulnérabilité. Ils se sont trompés.

Il y a un autre point important à souligner, car on en parle rarement. J'ai remarqué que l'Ayatollah – le guide suprême, peu importe comment on l'appelle – qui s'exprime d'ailleurs avec beaucoup de rationalité si on l'écoute attentivement, a clairement indiqué que cette guerre serait différente de la précédente. Ce sera une guerre régionale. Certains interprètent cela comme signifiant que les Iraniens peuvent attaquer toutes les bases de la région et, en fin de compte, cibler des navires en mer. C'est en partie vrai.

Mais je ne pense pas que nous considérons la région comme il se doit. Et je parle ici spécifiquement de la Turquie. Je pense notamment à la Turquie. Les Turcs sont très inquiets, pour plusieurs raisons. Un, ils ne voient aucun avantage concernant la destruction de l'Iran. Ils sont persuadés que si l'Iran s'effondrait ou se divisait, ils seraient submergés par des dizaines de milliers, voire des millions, de réfugiés. Cela vaudra également peut-être pour l'Irak et les autres Etats arabes voisins. Aucun de ces pays ne souhaite devoir faire face à une telle situation. Et, franchement, nombre de ces personnes poursuivraient probablement leur route vers l'Europe. Je serais très surpris du contraire. Les Turcs ne veulent rien avoir à faire avec ce scénario.

En plus, les Turcs sont actuellement aux prises avec les Israéliens en Syrie et, dans une moindre mesure, au Liban. Ils sont au courant

de ce que cache le projet du «Grand Israël». Quant à la population turque elle-même, elle est révoltée par les événements de Gaza. La haine des Israéliens en Turquie est très intense, elle est palpable partout. A Istanbul, il y a une exposition, comparable au musée de l'Holocauste, quelque chose d'approchant. Cette exposition est entièrement consacrée à Gaza. Je ne l'ai pas encore vue moi-même, mais des amis et des proches dans mon entourage l'ont visitée et m'ont dit qu'elle était absolument choquante. Les images d'enfants assassinés, de la population affamée, de destruction – c'est bouleversant. Les Turcs affluent à cette exposition à Istanbul, elle est l'événement et largement couvert par les médias turcs.

Finalement, pour être honnête, la Turquie est prête à se battre. Mettez-vous à la place de la Turquie: vous voyez que la situation en Iran est très grave, au point que le pays risque de s'effondrer et de se désintégrer, attendrez-vous tout juste pour être les prochains sur la liste? Car du point de vue turc, si l'Iran tombe, la seule chose qui restera à faire sera de s'opposer à la domination israélienne dans la région. Et je ne pense pas que les Turcs veulent rester seuls face à cela. Que feriez-vous, en tant que Turc, dans une telle situation? Eh bien, vous entamerez des consultations, bien sûr avec les Russes et les Chinois aussi.

Les Russes ont beaucoup investi en Turquie – ils y construisent une centrale nucléaire. Leurs relations avec les Turcs ont connu des hauts et des bas, mais sous les conditions actuelles, il s'agit là d'une question existentielle. Je pense que les Russes, les Turcs et les Chinois finiront par trouver une solution et s'uniront contre la destruction de l'Iran. [...] Autrement dit, il s'agit d'une catastrophe régionale qui risque de finir par s'étendre et prendre une ampleur quasiment mondiale. Voilà la mauvaise nouvelle.

Cela dit, je ne crois pas qu'à la Maison Blanche on est conscient des dimensions réelles. Je pense que l'on a affaire, une fois de plus, à des gens qui disent, exactement que dans le cas de la Russie: Mais voyez donc, ils sont faibles – qu'ils seraient ceci, qu'ils ne feraient que cela. Personne ne nous défiera. Personne ne nous tiendra tête. Que s'est-il

passé la dernière fois? Les Chinois ainsi que les Russes – ont-ils fait quoi que ce soit? La réponse est non. Mais la dernière fois, il ne s'agissait pas d'une question existentielle. La dernière fois, tout a été réglé en douze jours.

Je ne pense pas que le Président Trump souhaite que cela se reproduise. Vraiment pas. Mais je ne pense pas non plus qu'il ait vraiment le choix. Je pense qu'il est prisonnier des engagements qu'il a pris envers d'autres, ces dernières années, ceux qui, en fin de compte, lui ont permis d'accéder à la Maison Blanche. Je ne pense donc pas qu'il puisse dénoncer sa propre parole.

L'une des plus grandes faiblesses, à mon avis, c'est cette illusion d'être capable de maîtriser l'escalade. C'est similaire à ce qui se passe en Europe: cette idée qu'on puisse maintenir, à son gré, la guerre contre la Russie au niveau bas, que l'on puisse se borner à les voir s'anéantir lentement l'un l'autre, et qu'on en mette fin, au moment voulu, en les réunissant à la table des négociations ou ailleurs. C'est en effet tout autre chose, il semble que la situation puisse dégénérer à tout moment. Si les lignes de front [en Ukraine] bousculent, comme c'est apparemment le cas actuellement, et que les Russes progressent significativement, il est difficile d'imaginer comment ils accepteraient un compromis permettant à l'OTAN de réactiver, à l'avenir, le front ukrainien contre la Russie.

Il en va de même pour l'Iran. Je pense que si cette guerre éclate et que le même scénario se produit, les Etats-Unis ou Israël se retrouveront à court de missiles. Je ne crois pas qu'on puisse simplement appuyer sur le bouton pause et reprendre les combats six mois plus tard. Ce serait très difficile à contrôler. Là aussi, l'illusion de maîtriser l'escalade semble poser un problème. [...]

J'aimerais faire partager ici une autre observation qui vient de m'être communiquée, il y a quelques heures, par une personne ayant passé d'innombrables heures – peut-être même des centaines – à visionner des vidéos et des discours du Président *Poutine*. Il a souligné un point que j'ai trouvé très intéressant. Vous n'êtes certainement pas sans savoir que la date du 2 février marque la mémoire de la chute de

Stalingrad. [...] *Poutine* a assisté aux commémorations récentes à Stalingrad. Et mon témoin a fait remarquer que ce n'était pas tant le discours de *Poutine*, prévisible, qui l'avait marqué, mais plutôt le fait qu'il ne l'avait jamais vu dans une attitude aussi grave. Non seulement profondément ému par l'événement – ce qui n'est pas inhabituel en Russie –, mais particulièrement sombre, presque abattu dans son attitude et son expression. Le mentionnant, mon vis-à-vis a fait le lien avec des discussions en cours parmi de diverses personnalités en Russie et a suggéré que *Président Poutine* pourrait avoir atteint un point où il est amené à constater qu'il ne lui reste plus beaucoup d'espoir pour une quelconque forme de – enfin, je ne veux pas parler de réconciliation – mais pour un quelconque accord utile avec Washington. Je crois que *Poutine* est désormais arrivé à la conclusion qu'il n'est plus à exclure que la Russie doive se voir contrainte de se positionner à l'encontre de nous [les Etats-Unis]. [...] Je dis cela car beaucoup d'Occidentaux ne comprennent pas les Russes, et encore moins leur Président. Je recommande vivement à chacun de prendre le temps de regarder la cérémonie commémorative du 2 février et de l'observer attentivement – non seulement les déclarations traduites, mais aussi sa personne, son attitude, son comportement. Il y est très, très sérieux. Je pense que *Poutine* est une personnalité sincère, et quant à moi, si j'étais [un haut responsable] à Washington, j'en tiendrais compte. [...]

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=EiWAwob7ANM> du 5 février 2026

² JCPOA: L'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPOA), visant à surveiller et à limiter le programme nucléaire iranien tout en levant les sanctions, a été conclu en 2015 par les gouvernements de l'Iran, des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et de l'Union européenne, mais a été dénoncé par le Président américain Trump en 2018.

³ Les DF-21 et DF-23 sont des missiles chinois à portée intermédiaire.

Source: https://www.video-translations.org/transcripts/2786_Diesen_2026_02_05.pdf

(version abrégée, révisée linguistiquement et traduite par *Horizons et débats*)

«Stratégie de sécurité 2026» – en contradiction avec la neutralité et la liberté d'expression

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 12 décembre 2025, le Conseil fédéral a soumis à consultation sa «Stratégie de politique de sécurité de la Suisse 2026» (jusqu'au 31 mars 2026), sans que cela ne soit remarqué par la plupart des citoyens. Le projet compte 60 pages faciles à comprendre – une lecture obligatoire pour chaque citoyen.¹

Conformément à l'article 185, alinéas 1 et 2, de la Constitution fédérale, il appartient au Conseil fédéral de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité extérieure et intérieure de la Suisse. Certains objectifs de la stratégie actuelle sont donc nécessaires et judicieux. Il s'agit par exemple de renforcer l'approvisionnement du pays, de développer l'approvisionnement énergétique national, d'améliorer la cyber-sécurité, de mettre en place une protection civile efficace et, bien sûr, de rétablir une armée capable de défendre le pays.

La diabolisation de la Russie comme ticket d'entrée dans l'OTAN

Ce qui ne doit toutefois pas laisser les Suisses tranquilles, c'est le projet du Conseil fédéral d'intégrer étroitement notre pays dans les alliances militaires que sont l'UE et l'OTAN.

Le concept d'une prétendue menace russe plane sur l'ensemble du document – il est martelé au lecteur au moins une douzaine de fois – alors que, fait intéressant, le DDPS admet explicitement qu'une attaque russe contre la Suisse est «improbable» (voir Stratégie, p. 10). Mais cela sert de prétexte au Conseil fédéral pour justifier l'adhésion à l'OTAN² qu'il poursuit depuis la fin de la guerre froide.

Il manque une base historique au Conseil fédéral. Les enseignements tirés des deux guerres mondiales, durant lesquelles la Suisse, encerclée par les puissances de l'Axe, a pu survivre en tant qu'Etat souverain précisément parce qu'elle a maintenu autant que possible sa neutralité et ne s'est ralliée à aucune des puissances belligères, sont purement et simplement ignorés. Devons-nous renoncer à ce fondement de la neutralité et de la souveraineté de la Suisse simplement parce que quelques personnes à Berne veulent s'attirer les faveurs des puissances mondiales?

Dans une interview avec M. Lukas Reimann, conseiller national, les violations les plus flagrantes de la neutralité dans la stratégie du Conseil fédéral sont apparentes.

Atteinte à la Constitution suisse de la liberté d'expression

La Constitution fédérale de la Confédération suisse dit,

Art. 16, Libertés d'opinion et d'information:

1 La liberté d'opinion et la liberté d'information sont garanties.

2 Toute personne a le droit de former, d'exprimer et de répandre librement son opinion.

3 Toute personne a le droit de recevoir librement des informations, de se les procurer aux sources généralement accessibles et de les diffuser.

Sous l'étiquette «Lutte contre les activités d'influence et la désinformation», le Conseil fédéral souhaite «renforcer» la «résilience» de la population face à l'influence. (Remarque: l'utilisation abusive du terme «résilience», bien fondé et défini de la psychologie sérieuse, déforme son sens originel, à savoir la capacité d'une personne à résister psychologiquement malgré des expériences de vie difficiles.) A cette fin, le Conseil fédéral souhaite mettre en place un «groupe de travail interdépartemental» chargé d'orienter l'opi-

nion publique et de surveiller les opinions exprimées par les citoyens à l'aide de «mesures préventives et réactives». Cela inclut une ingérence dans la liberté d'enseignement et la souveraineté cantonale en matière scolaire: «La Confédération examine les programmes scolaires existants afin d'y identifier les contenus et les initiatives pertinents pour relever les défis de la désinformation dans le domaine de l'éducation civique.» (Stratégie, p. 37/38)

Suppression du droit fondamental à la liberté d'expression – sur le modèle de l'UE? Les méthodes brutales et contraires à l'Etat de droit octroyées contre Jacques Baud et Nathalie Yamb, mais aussi le rapport de la rapporteuse spéciale des Nations unies pour la liberté d'opinion et d'expression, Irene Khan, sur l'état déplorable de la liberté d'expression dans notre pays voisin, l'Allemagne, sont des exemples alarmants de ce qui se prépare à Berne.

¹ Stratégie de la Suisse en matière de politique de sécurité 2026. Projet de consultation du 12/12/2025

² Voir la liste des Rapports du Conseil fédéral sur la politique de sécurité depuis le rapport dit «sur la neutralité» de 1993, pages 13/14 de la stratégie.

«Pour un petit pays comme la Suisse, il n'y a qu'une seule option: sa neutralité armée stricte et permanente»

Entretien avec Lukas Reimann, Conseiller national, membre de la Commission de politique extérieure du Conseil national



Lukas Reimann (photo mad)

avec l'UE ainsi qu'à un «programme de partenariat sur mesure» avec l'OTAN. Il est soutenu en cela par les commissions de sécurité, celle du Conseil national autant que de celle du Conseil des Etats. Comment cette évolution de liquider l'autonomie de notre défense armée est-elle compatible avec la neutralité de la Suisse?

Lukas Reimann: Cela n'est absolument pas compatible avec la neutralité de la Suisse, une attitude qui se trouve en contradiction diamétrale avec la neutralité suisse armée. Depuis des siècles, la Suisse a toujours misé sur une neutralité armée permanente, et le droit de la neutralité – j'ai étudié le droit de la neutralité et rédigé mon baccalauréat à ce sujet – stipule très clairement qu'à un pays neutre, il est exclu de coopérer militairement avec une partie directement impliquée dans un conflit, et l'OTAN est précisément une partie directement impliquée dans un conflit armé. En plus, dans une vue plus générale, lorsque je regarde la situation politique mondiale où la politique de puissance s'impose, il en résulte qu'il n'y a qu'une seule option pour un petit pays comme la Suisse, à savoir sa neutralité, la neu-

Horizons et débats: L'un des principaux objectifs de la stratégie est le renforcement de la coopération militaire avec l'UE et l'OTAN. Le Conseil fédéral aspire à un partenariat en matière de sécurité et de défense

tralité armée permanente. Ce concept se trouve en contradiction fondamentale avec la multiplication des exercices militaires avec l'OTAN, le transit des troupes de l'OTAN à travers la Suisse, ainsi que le rapprochement avec l'UE, qui, avec sa Politique étrangère et de sécurité commune, souhaite de plus en plus urgemment de constituer sa propre armée à elle. Tous ces objectifs stratégiques sont diamétralement opposés à l'essence même de la Suisse, nous nous devons de les refuser. Il faut toutefois noter que ce manque de droiture a déjà commencé en 2003 avec l'Armée XXI. On a alors commencé à aligner les dénominations de nos grades d'officiers sur ceux de l'OTAN, à organiser des exercices de ravitaillement en vol de l'aviation militaire suisse intégrant celle de l'OTAN, évolutions qui s'intensifient massivement aujourd'hui. L'Armée XXI était un petit pas vers l'OTAN, mais tous ces programmes introduits ces dernières années et qui doivent être consolidés par ce genre de stratégie de politique de sécurité, c'est comme une copie de ce qui est pratiqué concernant le Rapport à l'accord-cadre avec l'UE. Dans ce cas-là, il s'agit d'une adhésion suisse à l'UE sans être membre, tandis qu'en matière de sécurité il s'agit en fait de pratiquer l'adhésion passive de la Suisse à l'OTAN.

Vous avez déjà mentionné la participation suisse aux exercices selon l'article 5 de l'OTAN. Ceux-ci doivent être explicitement institutionnalisés dans la stratégie de la Suisse officielle. Ce serait, disent ses protagonistes, je cite, «compatible

avec la neutralité». En plus, le Conseil fédéral souhaite autoriser le transit et le survol de troupes et d'armes étrangères sur le territoire suisse ajoutant la formule, je cite, «dans le respect du droit de la neutralité». Qu'en pensez-vous?

Le droit de la neutralité stipule très clairement – c'est inscrit dans la Convention de La Haye sur les droits et obligations des Etats neutres – qu'un Etat neutre doit défendre aux troupes étrangères l'accès sur son territoire. Ce que propose le conseil fédéral n'est absolument pas compatible avec la neutralité. Une telle attitude est pour moi tout simplement mensongère. Soit que le Conseil fédéral ait le courage de dire au peuple suisse qu'il faille dorénavant rompre avec sa neutralité, mais je pense qu'alors, le peuple ne le suivra pas. Soit qu'il reste fidèle à la neutralité. Mais ce qu'il fait actuellement, c'est faire semblant de défendre la neutralité tout en faisant le contraire. C'est très nuisible à l'armée, tout comme c'est néfaste à l'indépendance et à la liberté de la Suisse. Un tel comportement détruit l'essence même de la Suisse, et ce non pas vis-à-vis de l'extérieur seul. La crédibilité vis-à-vis de l'extérieur s'amenuise, mais celle vis-à-vis de l'intérieur aussi. Nous autres Suisses, nous vivons dans un pays très diversifié. Nous nous sommes constitués de différentes cultures. Les uns sympathisent avec celle-ci, les autres avec celle-là. Cela ressort de manière impressionnante du fameux discours de Carl Spitteler aux Confédérés, pendant la Première Guerre mondiale. Il est témoigné que dans les casernes en Suisse romande, on acclamait la

France, tandis qu'en Suisse alémanique, on faisait les éloges de l'empereur allemand. Spitteler a alors lancé son appel urgent qui dit: «Hé, nous sommes la Suisse, et elle est neutre, nous ne nous alignons sur aucune partie de cette guerre, nous restons unis en tant que Suisses.» Je pense qu'un tel appel serait à nouveau nécessaire aujourd'hui. Personnellement, on éprouve naturellement de la sympathie pour l'un ou l'autre, mais la Suisse en tant qu'Etat doit rester neutre.

Je pense aussi que la seule chose que nous pouvons offrir au monde, en tant que petit pays, ce sont nos bons offices, c'est la diplomatie, et pour cela, la neutralité est indispensable. La Commission des affaires étrangères suisse au Conseil national a récemment été invitée, à Lausanne, par le Comité olympique international. Ils nous ont dit: «Nous avons notre siège ici en Suisse, parce que vous êtes neutres, parce que d'ici, nous pouvons négocier avec les fédérations sportives de tous les pays du monde.» Il en va de même pour la Croix rouge à Genève. Son siège international se trouve en Suisse précisément parce que nous sommes un pays neutre. Elle a ainsi la possibilité d'aider les deux parties, dans chaque conflit. Face à cela, il me semble qu'aujourd'hui la Suisse officielle met en jeu sa substance. Je pense qu'avec cette politique, nous nous exposons énormément à la Genève internationale, car la crédibilité n'est plus là si l'on n'est pas considéré comme neutre par une des deux parties en conflit. C'est ce qui est déterminant, la crédibilité, la réalité, la manière dont on se comporte.

Martin Pfister, chef du DDPS, préconise que les médias suisses se transforment en fantoches pour museler la liberté d'expressions?

mw. A tous ceux pensant que la surveillance étatique prévue de l'opinion publique ne sera pas aussi rigoureuse qu'on le laisse entendre, nous recommandons de lire le discours prononcé par Martin Pfister, chef du DDPS, devant les représentants des médias suisses, le 8 janvier 2026.

Le conseiller fédéral Pfister commence son discours à désigner clairement, il est vrai, les pratiques de désinformation dirigée, tendant ainsi un miroir à nos propres médias grand public: «Les auteurs d'activités d'influence veulent manipuler la perception, la pensée et les actions des personnes et des sociétés. [...] Leurs méthodes couvrent un large éventail, comme la manipulation de contenus audiovisuels, la décontextualisation d'informations ou le développement de nouveaux «récits.» Mais ce disant, Pfister ne vise guère les grands consortiums médiatiques occidentaux mais avant tout la Russie, lui reprochant, sans preuves tangibles: «La Russie, depuis 2022 en particulier, attaque de plus en plus la Suisse dans le domaine de l'information. Les deux plateformes

russe les plus connues, Russia Today et Pravda, diffusent entre 800 et 900 articles par mois en Suisse, qui doivent souvent être qualifiés de désinformation. En mai 2025, des acteurs pro-russes ont diffusé de manière coordonnée sur sept plateformes de réseaux sociaux, dans toutes les langues officielles et en anglais, une vidéo hors contexte provenant de Genève. Ceci montrait que la Suisse serait en proie au chaos, en perte de son statut neutre.»

Pfister, veut-il interdire aux Suisses de consulter les médias russes aussi, copiant le modèle de l'UE dans le cadre de la «Stratégie suisse en matière de politique de sécurité 2026»? Pour seule raison qu'ils soulignent, ce qui est fait établi dans le monde tout entier (sauf à Berne), que la Suisse a renoncé à sa neutralité en participant aux sanctions UE excessives dirigées contre la Russie et à d'autres Etats? Pfister adhère-t-il au concept que toute personne ne répétant pas sagement le discours dominant serait un «agitateur pro-russe»?

Particulièrement préoccupant: le conseiller fédéral Pfister traite, pour ainsi

dire, les représentants des médias présents comme ses fantoches: «Les médias de qualité, avec leurs normes journalistiques élevées, contribuent à limiter l'impact des activités d'influence. [...] Dans cette interaction, vous, en tant qu'éditeurs et créateurs de médias, jouez un rôle décisif. [...] Les médias ne sont donc pas seulement le quatrième pouvoir d'une démocratie. Les médias libres font également partie de notre architecture de sécurité.»

De telles déclarations d'un conseiller fédéral suisse sont alarmantes. Le débat de fond et en public entre citoyens défendant des opinions divergentes est une base indispensable à la libre formation de l'opinion démocratique. Si les médias sont transformés en «partie intégrante de l'architecture de sécurité de l'Etat», cela équivaut à une violation grave du droit constitutionnel fondamental à la liberté d'opinion et d'information.

Source: Allocution du conseiller fédéral Martin Pfister à l'occasion du séminaire de l'Épiphanie de l'association Médias Suisses, du 8.1.2026.

Comment voyez-vous l'importance de l'initiative sur la neutralité dans le contexte de la stratégie de politique de sécurité du Conseil fédéral?

Cette initiative est décisive. Il est tout à fait clair que la stratégie du Conseil fédéral veuille rompre avec la neutralité. Le problème aujourd'hui est que la Constitution ne définit pas clairement ce qu'est la neutralité. C'est précisément cette lacune que l'initiative sur la neutralité va combler: que la Suisse confirme sa neutralité armée permanente, que nous n'appliquons pas les sanctions de l'UE, que nous ne permettons pas l'accès de troupes étrangères sur le territoire de la Suisse. Il m'importe d'y ajouter quelques mots sur les exercices militaires sous la régie d'alliance militaire qu'est l'OTAN. Il s'agit d'exercices de guerre qui se déroulent directement à la frontière extérieure de l'OTAN, avec une zone de guerre en plus. La Suisse n'a tout simplement rien à y faire, quel que soient les camps se trouvant en guerre. Un pays neutre

Allemagne

Défendre la liberté d'expression

par Karl-Jürgen Müller

Selon le droit constitutionnel allemand (Article 5 de la Loi fondamentale Allemande), la liberté d'expression englobe la liberté d'opinion et la liberté d'information pour tout individu, la liberté de la presse et la liberté de reportage, l'interdiction de la censure ainsi que la liberté de l'art et la liberté académique. Ces droits humains et civils ayant de moins en moins été respectés ces dernières années par les autorités publiques allemandes, les médias et les ONG qui travaillent en étroite collaboration avec ces autorités, cela a suscité une vague croissante de scepticisme et de critiques, non seulement en Allemagne, mais aussi à l'échelle internationale.

Irene Kahn, Rapporteuse spéciale des Nations Unies pour la liberté d'expression et d'opinion, rattachée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) à Genève, s'est donc rendue en Allemagne du 26 janvier au 6 février 2026 pour y rencontrer de nombreux représentants des ministères allemands et d'autres autorités nationales, des représentants de différents partis politiques, des juges, des procureurs et des avocats, des représentants des autorités des «Länder», des institutions médiatiques et des médias, des ONG et des journalistes, des scientifiques ainsi qu'un grand nombre d'autres personnalités, pour débattre de la situation de la liberté d'expression en Allemagne. C'était en outre la première visite d'un rapporteur spécial des Nations unies pour la liberté d'expression en Allemagne depuis la création de cet organe en 1993.

Le 6 février à Berlin, lors d'une conférence de presse d'environ trente minutes, Irene Khan a présenté ses «observations préliminaires»¹, également disponibles sous forme écrite, y compris en version allemande.² En juin prochain, elle soumettra son rapport détaillé, ainsi que ses recommandations, au Haut-Commissariat aux droits de l'Homme.

La Rapporteuse spéciale a tout d'abord, en des termes diplomatiques, salué le statut constitutionnel élevé de la liberté d'expression en Allemagne et la position officielle de l'Etat allemand sur ce droit fondamental et humain, ajoutant toutefois: «La marge de manœuvre pour la liberté d'expression en Allemagne se réduit, sapée par diverses tendances négatives.»

Il est vrai qu'on constate également une hausse d'abus envers la liberté d'expression et «de profondes atteintes à la compréhension



La Rapporteuse spéciale des Nations Unies Irene Khan lors de la présentation de ses «observations préliminaires» sur la liberté d'expression en Allemagne au cours de sa conférence de presse à Berlin le 6 février 2026. (photo capture d'écran)

de l'importance de la liberté d'expression» dues à la polarisation de la société. Cet état de fait a cependant déclenché une réaction inappropriée de la part des autorités: «Bon nombre des mesures adoptées – qu'il s'agisse d'une protection renforcée des fonctionnaires exposés aux incivilités, d'interdictions générales portant sur des slogans liés aux manifestations palestiniennes ou de la surveillance d'organisations sur la base de vagues accusations d'«extrémisme» – sont contraires aux normes internationales en matière de droits humains. Elles ont créé une incertitude quant à la différence existant entre les expressions protégées et celles qui sont interdites, encourageant la stigmatisation et l'autocensure.»

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies a mis en garde «contre une approche excessivement axée sur le droit pénal et la sécurité dans le maniement du discours politique et de l'activisme», qui inclurait «le risque de restriction de l'espace nécessaire à un débat démocratique diversifié et constructif, d'accélération de la polarisation et d'érosion de la confiance générale envers les valeurs et les institutions démocratiques que le gouvernement tente de protéger».

Concernant les normes internationales en matière de droits humains, le gouvernement a une double responsabilité: «Il doit garantir la liberté d'expression et la participation à la vie publique de manière égale et sans discrimination, tout en veillant à ce que les plus vulnérables de la société soient protégés contre les crimes de haine, les insultes et l'exclusion. Dans une société démocratique, la tolérance envers les opinions divergentes et la critique, en particulier à l'égard de personnalités publiques, doit être respectée, même

s'il s'agit de propos qui sont «lawful, but awful» (légaux, mais odieux).»

La Rapporteuse spéciale critique en détail la réaction des autorités allemandes aux actions palestiniennes qui ont suivi les attaques du Hamas contre Israël en octobre 2023 et à la guerre menée par Israël contre la population de la bande de Gaza. Avant elle, d'autres Rapporteurs spéciaux avaient «déjà fait part de leurs inquiétudes au gouvernement allemand, notamment concernant les restrictions et interdictions des manifestations pacifiques, les arrestations et détentions arbitraires, l'usage excessif de la violence, les menaces d'expulsion à l'encontre de certaines personnes et les raids dans les logements d'activistes et de défenseurs des droits humains.»

«Nombre de conférences, d'exposés, de concerts et de manifestations culturelles, organisés par solidarité avec la Palestine, ont été annulés, reportés ou restreints. Des conférences et des scientifiques israéliens ont également été diffamés, censurés ou exclus uniquement en raison de leur nationalité. Des journalistes, des scientifiques, des militants, des artistes, des avocats, des politiciens et des fonctionnaires se sont autocensurés, en particulier sur les réseaux sociaux. Tout cela a conduit à une restriction de la participation publique, à un recul du débat scientifique et artistique et à un climat général de méfiance, d'insécurité et de tension.»

En septembre 2025, une étude menée par des chercheurs de la Freie Universität (université libre) Berlin a révélé que «près de 85 % des universitaires allemands ont ressenti une menace accrue pour la liberté académique depuis octobre 2023. Certains chercheurs, en particulier ceux sans nationalité allemande, ont fait état d'une incertitude quant à leur avenir professionnel, d'une restriction des échanges ouverts entre collègues et d'un sentiment croissant de méfiance générale, les universités étant de plus en plus «axées sur la sécurité» et le recours aux forces de l'ordre lors d'événements étant en hausse constante – tout cela contribuant à restreindre considérablement tant la recherche que la liberté d'expression dans le domaine scientifique.»

La Rapporteuse spéciale a également critiqué «l'application des lois antiterroristes étendue à la restriction ou l'interdiction de contenus défendant les intérêts palestiniens. Ainsi, des centaines de militants ont été arrêtés pour

avoir scandé un slogan³ identifié comme celui du Hamas, organisation classée comme terroriste par le gouvernement allemand. Cette interprétation du slogan est remise en question par certains experts, tandis qu'une interdiction générale criminalisant un simple slogan, quelle que soient les circonstances, est disproportionnée et incompatible avec les normes internationales en matière de droits humains.»

Au niveau local et régional, les autorités auraient parfois tendance à «confondre et assimiler à de l'antisémitisme les critiques à l'égard de la politique et des mesures prises par le gouvernement [israélien], qui pourtant constituent un droit tout à fait légitime d'exercer sa liberté d'expression [...]»

La Rapporteuse souligne que l'antisémitisme est certes «un problème réel et croissant» en Allemagne, mais qu'il faut lutter contre celui-ci «dans le respect des normes internationales en matière de droits humains». Sinon, il y a un risque «que la discrimination d'un groupe vulnérable soit remplacée par la discrimination d'un autre groupe, ce qui ne réduit en rien l'antisémitisme, mais attise davantage la haine et l'intolérance».

Dans ses «remarques préliminaires», Irene Khan aborde d'autres points qui méritent d'être lus, réfléchis et discutés. On peut d'ores et déjà en dégager une première conclusion: il faut espérer que les autorités allemandes, les médias et les ONG qui les soutiennent prendront au sérieux les avertissements de la Rapporteuse spéciale des Nations unies et corrigeront leur attitude. Quelques médias allemands influents ont, heureusement, rendu compte de cette situation, certes de manière succincte, mais sans polémique.⁴ Et mieux encore: les citoyens engagés peuvent très largement se référer aux propos d'Irene Khan. •

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=amv2EDTXme-w&t=71s>

² <https://www.ohchr.org/sites/default/files/statements/20260206-eom-stm-europe-central-asia-region-sr-protection-right-german.pdf> du 6.2.2026. La citation renonce au langage inclusif.

³ Le slogan est: «From the river to the sea, Palestine will be free.»

⁴ Des articles ont été publiés dans l'hebdomadaire *Die Zeit*, la «Frankfurter Allgemeinen Zeitung», dans «Handelsblatt» et sur la station de radio *Deutschlandfunk*.

«Pour un petit pays ...»
suite de la page 3

n'a rien à faire dans des exercices préparant la guerre. Notre armée doit se concentrer sur l'autodéfense de notre propre pays et sur la protection civile, principes qui sont très appréciés à l'étranger. Nous devons être en mesure de défendre notre propre pays. Et la Suisse ne se défend pas à la manière évoquée ces temps-ci d'un ministre allemand «de la défense» qui a dit: «Notre pays se défend également au Hindou-Kouch.» Quant à nous autres Suisses, nous défendons notre pays dans ses frontières et nulle part ailleurs.

Un autre point préoccupant de cette stratégie évoquée est la soi-disant «lutte contre les activités d'influence et la désinformation». Sous cette étiquette, le Conseil fédéral entame rigoureusement la voie pour orienter l'opinion publique selon lui et surveiller les expressions d'opinion, y compris les programmes scolaires. Nous dirigeons-nous vers une abolition du droit fondamental à la liberté d'expression, à l'instar de l'UE, comme nous le voyons actuellement avec le cas Jacques Baud, ancien officier de l'armée suisse et auteur sérieux? Malheureusement oui. Je suis choqué par ces projets, car il ne s'agit pas de protéger la liberté d'expression. Il s'agit en fait de désinformation étatique. On joue avec les mots. On nous dit que l'on veut protéger la liberté d'expression. Contre qui? Contre quoi? Jusqu'à présent, je n'ai vu en Suisse aucune désinformation provenant de l'étranger et aucune preuve à cet égard. Et sur la base de ces allégations, on réécrit maintenant les programmes scolaires, on influence les gens, on utilise l'argent public pour orienter les gens dans une certaine direc-

tion! Avant, j'aurais dit que c'était le spectre évoqué d'Orwell, mais aujourd'hui, c'est la réalité. Jacques Baud est un citoyen suisse qui a exprimé librement son opinion, et la Suisse ne le protège pas du tout. J'ai même eu l'impression que certaines personnes à Berne ont goûté sa sanction.

Je pense d'ailleurs en effet que nous avons peut-être besoin à nouveau d'une sorte de défense spirituelle nationale dirigée vers nos jeunes, qu'ils effectuent leur service militaire, participent à la démocratie, s'engagent dans des associations, connaissent le système de milice suisse. Mais j'envisage cela tout autrement que le conseiller fédéral Pfister, qui semble avoir totalement fait sienne la cause de l'UE et ainsi celle de l'OTAN. Tout ce qui ne suit pas cette ligne politique relève pour lui de la désinformation, de la propagande étrangère et je ne sais quoi d'autre encore. A mon avis, il faut tout remettre sur ses pieds: c'est avant tout de l'UE-OTAN que déferle une propagande étrangère massive sur nous autres Suisses, tandis que nos concitoyens sont bien placés à continuer à suivre la voie suisse qui a fait ses preuves.

Le Conseil fédéral souhaite adopter cette stratégie après la consultation au cours du second semestre, pour que, ensuite, les deux chambres du Parlement suisse doivent la «traiter sans prendre de décision». Cela signifie-t-il que le Parlement et le peuple n'ont rien à dire sur ce programme?

Nous participons actuellement au programme de formation de l'OTAN dénommée «Individually Tailored Partnership Programme» (Programme de partenariat individuellement adapté). La décision d'y participer a malheureusement déjà été prise. Le Conseil

fédéral en a informé les commissions de politique extérieure, tout en déclarant qu'il s'agissait d'une question de politique étrangère, donc relevant de ses compétences à lui. Il lui suffit de nous consulter, puis il fera ce qui bon lui semble.

Je vois les choses tout autrement. Il s'agit là de mesures d'une portée décisive. L'adhésion à une alliance militaire relève de la décision du peuple et des cantons. La stratégie de sécurité 2026 constitue au moins l'adhésion partielle à une alliance de force. Elle devrait donc être soumise au moins au Parlement et, au minimum, au référendum facultatif. Je pense qu'un référendum serait certainement lancé. Nous devons déposer une motion au Parlement pour qu'elle soit soumise à un référendum obligatoire ou, à moins facultatif, afin que le peuple ait le dernier mot à dire sur cette question. Mais je pense que le Conseil fédéral craint, là aussi, comme pour les accords avec l'UE, l'opinion du peuple, car la neutralité est heureusement encore très fortement ancrée dans l'ADN des Suisses.

Pourquoi le Conseil fédéral organise-t-il donc une consultation? N'est-ce pas pour que le projet soit ensuite soumis au Parlement et qu'il fasse l'objet d'un référendum?

Dans cette configuration, la consultation me semble être purement fictive, afin que le Conseil fédéral puisse affirmer, le moment donné, que la grande majorité des cantons et toutes les grandes associations partagent son avis, que cela ne pose aucun problème et qu'il se prend pour celui qui soit autorisé d'aller de l'avant. Mais je souhaiterais que l'armée elle-même articule plus décidément sa résistance sur ces projets. Je veux dire, elle compte dans ses rangs des officiers chevronnés et intelli-

gents, et ils voient bien ce qui se prépare. Je me demande pourquoi il n'y a pas plus de résistance au sein du DDPS. Ou bien, tous ceux qui ne sont pas conformes à l'OTAN, ont-ils été écartés entre-temps déjà?

Merci beaucoup, Monsieur le conseiller national, de cet entretien instructif. •

Horizons et débats

Bimensuel, favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international, du droit humanitaire
et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Redaction
Peter Küpfer
Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CH: PostFinance, BIC POFICHBEXXX
IBAN CH91 0900 0000 8764 44724
D: VR Bank Tübingen eG, BIC GENODES1VBH
IBAN DE09 6039 1310 0067 5170 05
A: Raiffeisen Landesbank, BIC RVVGGAT2B
IBAN AT55 3700 0001 0571 3599 Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

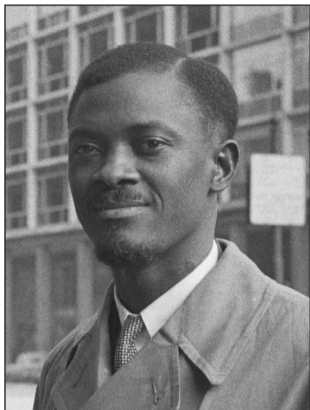
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'ex-
traits courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Bazenheid».

Document en mémoire de l'assassinat politique de Patrice Lumumba (17 janvier 1961)

«Tous ensemble, nous œuvrons pour la Paix»

Discours de Patrice Eméry Lumumba lors de la cérémonie de l'indépendance congolaise



Patrice Eméry Lumumba
(photo Wikipedia)

Congolais et Congolaises, Combattants de notre indépendance, aujourd'hui victorieux,

je vous salue au nom du gouvernement congolais. A vous tous, mes amis, qui avez lutté sans relâche à nos côtés, je vous demande de faire de ce 30 juin 1960 une date illustre que vous garderez ineffaçablement gravée dans vos cœurs, une date dont vous enseignerez avec fierté la signification à vos enfants, pour que ceux-ci, à leur tour, fassent connaître à leurs enfants l'histoire glorieuse de notre lutte pour la liberté.

Car cette indépendance du Congo, tant qu'elle vient d'être proclamée aujourd'hui, dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal à égal, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise (*applaudissements*), une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang.

De cette lutte, qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous fut imposé par la force. Ce qui fut notre sort en 80 ans de régime colonial, nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire. Nous avons connu le travail harassant, exige en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim ni de nous vêtir ou nous loger décemment ni

d'élever nos enfants comme il est dû envers des êtres chers.

Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir parce que nous étions des noirs. Qui oubliera qu'à un Noir on disait «tu», non certes comme à un ami, mais parce que le «vous» honorable était réservé aux seuls Blancs?

Nous avons connu que nos terres fussent spoliées au nom de textes prétendument légaux qui ne faisaient que de reconnaître le droit du plus fort. Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir, accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres. Nous avons connu les souffrances atroces des relegues pour opinions politiques ou croyances religieuses, exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort elle-même. Nous avons connu qu'il y avait, dans nos villes, des maisons magnifiques pour les blancs et des paillotes croulantes pour les noirs: qu'un Noir n'était admis ni dans les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magasins dits européens, qu'un Noir voyageait à même la coque des péniches, sous les pieds du Blanc dans sa cabine de luxe.

Qui oubliera enfin les fusillades ou périrent tant de nos frères, les cachots ou furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'injustice, d'oppression et d'exploitation (*intenses applaudissements*).

De tout cela, mes frères, nous en avons profondément souffert. Mais tout cela aussi, nous, que le vote de vos représentants élus a agréés pour diriger notre cher pays, nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons tout haut, tout cela est fini désormais. La République du Congo a été proclamée et notre cher pays est maintenant entre les mains de ses propres enfants. Ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons commencer une nouvelle lutte, une lutte sublime qui va mener notre pays à la paix, à la prospérité et à la grandeur. Nous allons établir ensemble la justice sociale et assurer que chacun soit récompensé de la juste rémunération due à son travail (*applaudissements*).

Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté, et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement sur l'Afrique tout entière.

Courrier  des lecteurs

La neutralité suisse pendant la Seconde Guerre mondiale

Peter Küpfer a le mérite d'avoir attiré l'attention sur une exposition très importante au château de Morges (*Horizons et débats*, n° 3, du 10 février 2026). L'exposition met en lumière l'action des services secrets internationaux en Suisse, en particulier pendant la Seconde Guerre mondiale. La Suisse a été gravement menacée dans son existence, surtout après 1940, avec l'occupation de la France par les troupes allemandes. Dès le début de la guerre en 1939, le Conseil fédéral avait déclaré la neutralité intégrale de la Suisse en même temps que la mobilisation générale de son armée.

En matière de neutralité, plus encore que pendant la Première Guerre mondiale, la Suisse a dû trouver un équilibre entre son attitude stricte et celle casuellement concédante. La Suisse s'est vue contraindre de faire des concessions à la limite du supportable, aux deux camps, c'est-à-dire aux Alliés (principalement la Grande-Bretagne, aux États-Unis et à l'Union soviétique) et aux puissances de l'Axe (l'Italie et l'Allemagne). Du côté des Alliés, comme le montre clairement l'exposition de Morges, il s'agissait de tolérer les activités des services secrets alliés depuis la Suisse. À l'époque, certains individus bien informés désignaient la Suisse, non sans cause, de «plaque tournante» des services secrets. Mais la Suisse a elle-même largement profité de ces contacts secrets, disposant ainsi des informations détaillées sur les plans d'attaque, notamment ceux allemands, et capable d'adapter sa défense de manière précise. De l'autre côté, la Suisse devait accep-

ter des concessions particulièrement repoussantes, notamment vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne. Là encore, la Suisse a enfreint les principes fondamentaux de la neutralité en accordant des crédits d'État à l'Allemagne et à l'Italie, en échange de livraisons de matériel de guerre, et en contrôlant de manière insuffisante le trafic de transit entre l'Allemagne et l'Italie. Tout cela ne relève pourtant en rien de la «gestion flexible de la neutralité» exigée aujourd'hui par le Conseil fédéral, mais était dû à la situation historique spécifique extrêmement difficile par le fait de se voir encerclé entièrement par une partie se trouvant en guerre (l'Axe). Pour survivre, la Suisse s'est donc vue exposer à la contrainte existentielle de faire des concessions aux deux parties!

Contrairement à l'hésitation qui atteignit partiellement le Conseil fédéral de l'époque (notamment *Pilet-Golaz*), cet exercice d'équilibre diplomatique, associé à la stratégie du Réduit national incorporée par le général Guisan, a été amplement approuvé par la population. Forte de la «défense spirituelle du pays», cette volonté de résistance a en effet acquis une dimension inattendue, capable de dissuader efficacement les plans d'agression très concrets. C'est précisément ce type de consensus anti-totalitaire dont notre Confédération a besoin aujourd'hui. Le large soutien à l'initiative sur la neutralité en forme un pas décisif dans la bonne direction!

Dr phil. René Roca, Institut de recherche sur la démocratie directe

Nous allons veiller à ce que les terres de notre patrie profitent véritablement à leurs enfants. Nous allons revoir toutes les lois d'attentes et en faire de nouvelles qui seront justes et nobles. Nous allons mettre fin à l'oppression de la pensée libre et faire en sorte que tous les citoyens jouissent pleinement des libertés fondamentales prévues dans la Déclaration des Droits de l'homme (*appl.*). Nous allons supprimer efficacement toute discrimi-

nation quelle qu'elle soit et donner à chacun la juste place que lui vaudra sa dignité humaine, son travail et son dévouement au pays. Nous allons faire regner non pas la paix des fusils et des baïonnettes, mais la paix qui résulte de nos cœurs et de notre bonne volonté (*appl.*).

suite page 6

Une amère leçon de l'Histoire néo-colonialiste: le combat pour la dignité humaine est meurtrier

pk. Le 30 juin 1960, lors de son discours historique (publié intégralement ci-dessus), Patrice Lumumba le pressentait peut-être, mais ne s'en permit la moindre allusion: bien avant la Proclamation de l'indépendance déjà, le gouvernement belge avait renforcé et étendu ses liens traditionnels avec les couches et cercles néocolonialistes concernant le Congo, en se les alliant via sa diplomatie de l'ombre. Ces contacts étaient avant tout dictés des intérêts économiques, notamment grâce aux réseaux préexistants avec les acteurs dominant l'industrie minière, notamment dans les provinces du Sud-Kasaï et du Katanga. Aujourd'hui encore, ces deux régions sont internationalement convoitées pour leurs immenses richesses, en particulier de cuivre (Katanga) et de diamants (Sud-Kasaï).

Le principal garant congolais de préserver les intérêts de Bruxelles et de l'Occident global dans le nouveau Congo était Moïse Tshombe. Issu d'une famille de l'aristocratie financière katangaise de tradition, liée à la dynastie du cuivre et longtemps considérée comme la plus riche famille du Congo colonial, Tshombe fut donc le garant privilégié et dorloté des cercles néocolonialistes, diamétralement opposés aux priorités de Lumumba qui avait promis, le confirmant dans son discours droit et courageux, de garantir une vie digne à tout congolais. Tshombe avait parcouru une école méthodiste, admirait les États-Unis et avait fondé au Katanga un parti anticommuniste dont il devint le président lors de la proclamation d'indépendance, avant de se faire Président du Katanga sécessionniste.

Neuf jours à peine après l'entrée en fonction de Lumumba, Tshombe proclama l'indépendance du Katanga, entrant presque simultanément en conflit armé avec le gouvernement central. Plus que tout autre, c'était Tshombe qui dénonçait le prétendu communisme de Lumumba, accusé de ses contacts envers l'Union soviétique (après avoir prié l'ONU en vain d'intervenir pour neutraliser la guerre katangaise qui se dressa), qui ne lui livra pourtant que des camions au lieu d'armes. Il s'ensuivit une période de combats sanglants, connus sous le nom de «Crise ou Troubles congolaise(s)», qui perdura jusqu'au second et décisif coup d'État militaire de Mobutu, cinq ans plus tard, en novembre 1965.

Du fait de l'attitude ferme contre toute volonté réactionnaire que Lumumba avait manifestée lors de son discours qui choqua «l'élite» présente, le 30 juin 1960, le gouvernement belge, ses conseillers américains et les services secrets des deux pays étaient parvenus à la conclusion qu'il fallait «neutraliser» le fanal indépendantiste Lumumba, vénéré dans l'Afrique tout entière, ce à quoi ils s'employèrent avec détermination et dans le plus grand secret. Dès le début, dans ces cercles, l'objectif était: assassiner Lumumba (Allan Dulles, directeur de la CIA, dans son message au gouvernement belge: «L'élimination de Lumumba est notre principal objectif», télécopie du 26 août 1960, De Witte, p. 403). Dans les directives internes, le terme «élimination» fut successivement remplacé par «éloignement», «neutralisation», «liquidation», et enfin, en anglais «physical liquidation», c'est-à-dire son assassinat. Dès le 14 septembre, les services secrets belges et américains, agissant de concert, avaient réussi, par leurs agissements (corruption incluse) à faire destituer

Lumumba de ses fonctions et à le remplacer par le docile Kasa-Vubu.

En raison de violentes manifestations dans la capitale et dans d'autres villes, les putschistes redoutaient un retour triomphal de Lumumba. Le lendemain, des unités de l'armée placées sous les ordres d'un alors presque-inconnu, Sese Sekou Mubutu, fomentèrent un coup d'État contre Lumumba.

À l'époque, Mobutu agissait déjà pour le compte de la CIA, ayant réussi à gagner la confiance de Lumumba qui, ignorant ses véritables intentions, l'avait nommé commandant en chef de l'armée nationale congolaise. Cette dernière plaça Lumumba peu après en «détention préventive» (10 octobre) pour, suite à une tentative d'évasion manquée, le délivrant finalement, le 17 janvier 1961, à ceux qui lui avaient déclaré la guerre, à savoir le régime dictatorial katangais de la grâce de l'Occident et ainsi à son cabinet et son armée fantômes, composé de nombre d'officiers du renseignement militaire, d'agents secrets et de «conseillers» belges et américains.

Ce sont eux qui, dans la nuit du 17 au 18 janvier 1961, aux environs d'Elisabethville (aujourd'hui Lubumbashi), firent fusiller Lumumba et deux de ses ministres demeurés fidèles, Maurice M'Polo et Joseph Okito, après leur avoir infligé des sévices indicibles, toute la journée durant. Un peloton de gendarmes katangais, sous commandement belge, procéda à l'exécution en présence de Tshombe, d'autres membres du gouvernement du Katanga, d'officiers, de policiers katangais, d'officiers des services secrets belges et de militaires.

Le lendemain, les stations de radio officielles annoncèrent la mort de Lumumba et de ses deux fidèles. Plus tard, on apprendra que, reconnu dans un village lors d'une tentative d'évasion, ils auraient été capturés et abattus par des villageois. On ne mentionna ni le lieu, ni les auteurs, ni le mobile de ce crime fantasmé. Par contre, dès le lendemain de l'exécution, une petite équipe avait dû exhumer les corps, enterrés à la hâte la nuit, et les dissoudre dans une cuve remplie d'acide sulfurique. Aucune trace des trois hommes assassinés ne devait subsister. Toutefois, l'un des exécutants conserva secrètement une dent de Lumumba. Authentifiée plus tard grâce à son plombage en or, elle fut remise à sa veuve.

Le calvaire de Lumumba (et celui d'innombrables soldats et mercenaires morts pendant la Crise du Congo) illustre parfaitement l'absence totale de scrupules du pouvoir post-colonial belge et de son protecteur de l'époque, les États-Unis.

Le livre *De Ludo de Witte*, sociologue et historien belge, retrace le parcours de Lumumba dans le cadre d'un travail de recherche colossal et rigoureux. À ce jour, le gouvernement belge continue de nier toute implication dans cet assassinat politique, mais de manière assez peu convaincante, comme le démontre chaque page de cet ouvrage très bien documenté. Publié à l'origine en flamand en 1999, il a rapidement été traduit en français, en allemand et en anglais, mais il est aujourd'hui épuisé.

Source: De Witte, Ludo. «L'assassinat de Lumumba», Paris (éd. Karthala) 2000, ISBN 2-84586-006-4; les versions française, allemande et anglaise, traduites du texte original flamand, sont épuisées et n'ont plus rééditées. Le gouvernement belge nie toute implication active dans ce meurtre politique.

La piste des larmes

Sur les traces des Premières Nations d'Amérique du Nord

par Scott Ritter, 18 janvier 2026

Les Etats-Unis tentent d'imposer leur volonté au peuple groenlandais. Cette violation flagrante de la souveraineté suscite l'indignation générale. Mais, notre Histoire le montre, il s'agit là d'une pratique courante.

Sors de là, allez, sors, ça ne sert à rien de te cacher.

Allez, allez, tu ne comprends pas?

Y a pas de place ici, qu'est-ce que tu croyais?

Y a pas de place pour toi et moi, y a juste de la place pour moi

Alors tu déposes les armes

Et oui, je vais m'installer ici, je l'appellerai mon chez-moi.

J'ai parfois l'impression d'être pris au piège d'un cauchemar que j'ai moi-même créé. Je me suis toujours considéré comme un patriote américain, et pour être franc, je le serai toujours.

Mais parfois, je me demande si l'Amérique que j'aime n'existe que dans mes rêves.

J'observe, avec une colère à peine contenue, les Inuits du Groenland qui luttent contre une réalité qui les réduit à l'état de simples pions dans une lutte de pouvoir géopolitique alimentée par une version moderne et exacerbée de la «Manifest Destiny» américaine. 52 000 personnes, à peu près, s'identifient comme Inuits du Groenland. Elles représentent, à elles toutes, environ 90 % de la population du Groenland, qui est une région autonome du Royaume du Danemark. Il existe trois grands groupes d'Inuits du Groenland: les *Kalaallit*, les *Tunumiit* et les *Inughuit*.

Je soulève cette question parce qu'aujourd'hui, j'ai lu qu'un grand nombre d'Américains avaient pris «fait et cause» pour les Inuits du Groenland, invoquant les fautes passées des Danois dans leur traitement de la population indigène du Groenland.

Mais en réalité, la plupart des Américains n'ont pas la moindre idée de qui sont les Inuits du Groenland. Nous ne savons rien d'eux et nous ne voulons rien en savoir. Ce que nous voulons, c'est juste leur terre. Et nous sommes



Des enfants des Inuits du Groenland (photo Kim Hansen, Wikimedia (CC))

prêts à tout pour l'obtenir, même à feindre de nous préoccuper de leur histoire tourmentée avec les colonisateurs européens.

Loin, bien loin, tu as été banni

Ta terre m'a été donnée

Et ici, je déploierai mes ailes

Oui, je ferai de cet endroit mon chez-moi.

Récemment, j'ai roulé au travers des vastes espaces des Etats-Unis, de Palm Springs en Californie, à Albany, Etat de New York. Comme je voyageais pour raisons professionnelles, j'ai pu choisir mon itinéraire et adopter mon propre rythme. En outre, compte tenu de mon âge, j'avais décidé de ne pas reproduire les performances héroïques de ma jeunesse et

conduire 15 à 20 heures par jour. J'ai donc divisé le trajet en plusieurs étapes de huit heures de conduite, ce qui m'a permis de profiter des paysages et leurs habitants en cours de route.

La première étape de mon voyage m'a conduit de Palm Springs à Flagstaff, Arizona. Je voulais admirer le coucher de soleil sur le Grand Canyon, mais le beau temps n'était pas au rendez-vous de sorte que j'ai préféré me lever tôt le lendemain matin pour essayer d'admirer le lever du soleil. Ce matin-là, le temps était clair et le lever du soleil spectaculaire.

Comme à mon habitude, j'ai pris le temps de me renseigner sur les endroits que j'allais

traverser et ceux que je voulais visiter. Les origines du parc national du Grand Canyon recèlent un sombre aspect dont la plupart des Américains ignorent tout. Pendant des siècles, les Indiens Havasupai ont vécu dans le canyon Havasu et sur le plateau environnant, qui font aujourd'hui partie du parc national du Grand Canyon. Au printemps et en été, ils vivaient dans le canyon et cultivaient du maïs, des haricots, des pêches, des melons et du coton. En hiver, les Ha-



Lever du soleil au Grand Canyon. (photo Scott Ritter)

vasupai se déplaçaient vers le plateau où leur subsistance dépendait de la chasse et la cueillette.

A mesure qu'augmentait l'intérêt suscité par la région du Grand Canyon (d'abord en raison de la découverte de gisements argentifères et de la nécessité de répondre aux besoins des sociétés minières, puis en raison du tourisme), différents présidents américains, à commencer par *Rutherford Hayes* en 1880, puis *Chester Arthur* en 1882, promulguèrent une série de décrets qui privèrent les Indiens Havasupai de leurs terres tribales et les confinèrent dans la plus petite réserve des Etats-Unis, un terrain de 518 acres qui les isolait des plateaux du Grand Canyon dont ils dépendaient vitalemment.

Lors de la création du parc national du Grand Canyon en 1919, la réserve indienne Havasupai s'est retrouvée encerclée par le parc. Au cours des décennies qui ont suivi, les Havasupai ont fait pression pour récupérer leurs terres mais ce ne fut qu'en 1975 que le Congrès a adopté la *Loi sur l'élargissement du parc national du Grand Canyon*, restituant ainsi plus de 180 000 acres aux Havasupai, qui forment aujourd'hui leur réserve.

Mais tout n'est pas rose pour autant. En juillet 2024, on a commencé à extraire du minerai d'uranium à la mine de *Pinyon Plain*, située dans la forêt nationale de Kaibab, près de Tusayan, à proximité de la rive sud du Grand Canyon. La mine de Pinyon menace les eaux souterraines qui alimentent le fleuve Colorado et les terres des Havasupai. Cependant, ses activités sont protégées par la *Mining Act* (loi sur les mines) de 1872. La tribu Havasupai s'oppose à l'exploitation de la mine, arguant qu'elle risque de «profaner l'un de nos sites les plus sacrés et de mettre en péril l'existence de la tribu Havasupai».

suite page 7



La réserve Navajo en Arizona. (photo S.R.)

* *Scott Ritter* est un ancien officier du renseignement du Corps des Marines des Etats-Unis qui, au cours de sa carrière de plus de 20 ans, a notamment travaillé dans l'ancienne Union soviétique à la mise en œuvre d'accords de contrôle des armements, dans l'état-major du général américain *Norman Schwarzkopf* pendant la guerre du Golfe en 1991, puis comme inspecteur en chef des armes de l'ONU en Irak de 1991 à 1998. Ritter a vivement critiqué la décision américaine de repartir en guerre contre l'Irak en 2003. Il est l'auteur de 12 livres. Son dernier ouvrage s'intitule «Highway to Hell: The Armageddon Chronicles 2015–2024» (*Clarity Press*).

«Tous ensemble ...»

suite de la page 5

Considérant tout cela, chers compatriotes, soyez assurés que nous ne compterons pas sur nos forces immenses seules ni sur nos terrains riches ni sur nos sols précieux seuls, mais autant sur l'assistance de nombreux pays étrangers dont nous accepterons la collaboration chaque fois qu'elle sera loyale et ne cherchera pas à nous imposer leur politique quelle qu'elle soit (*appl.*). Dans ce domaine, la Belgique qui, comprenant enfin le sens de l'histoire, n'a pas essayé de s'opposer à notre indépendance et est prête à nous accorder son aide et son amitié, comme le montre le traité qui vient d'être signé dans ce sens, entre nos deux pays égaux et indépendants. Cette coopération, j'en suis sûr, sera fructueuse aux deux pays. De notre côté, tout en restant vigilants, nous saurons respecter nos engagements librement consentis,

Ainsi, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le Congo nouveau, notre chère République que mon gouvernement va créer, sera un pays riche, libre et prospère. Mais pour que nous arrivions sans retard à ce but, vous tous, législateurs et citoyens congolais, je vous demande de m'aider de toutes vos forces. Je vous demande à tous d'oublier les querelles tribales qui nous epuisent et risquent de nous exposer au mépris du monde. Je dirige une demande similaire à la minorité parlementaire, celle de soutenir mon gouvernement par une opposition constructive, respectant strictement les voies légales et démocratiques. Je vous demande à tous de ne reculer devant aucun

sacrifice pour assurer la réussite de notre entreprise majeure. Je vous demande enfin de respecter inconditionnellement la vie et les biens de vos concitoyens ainsi que des étrangers établis dans notre pays. Si la conduite de ces étrangers laisse à désirer, notre justice sera prompte à les expulser du territoire de la République. Si par contre, leur conduite est bonne, il faut les aborder paisiblement car eux aussi travaillent à la prospérité de notre pays.

L'indépendance du Congo marque un pas décisif vers la libération de tout le continent africain (*appl.*).

Sire, Excellences, Mesdames, Messieurs, mes chers compatriotes, mes frères de race, mes frères de lutte – voila ce que j'ai voulu vous dire au nom du gouvernement, en ce jour magnifique de notre indépendance souveraine (*vijs applaudissements*).

Notre gouvernement fort, national, populaire, sera le salut de ce pays. J'invite tous les citoyens congolais, hommes, femmes et enfants, de se mettre résolument au travail en vue de créer une économie nationale prospère à tous, but qui sanctifie notre indépendance économique,

Hommage aux combattants de la liberté nationale! Vive l'indépendance et l'unité africaine! Vive le Congo indépendant et souverain (*Vijs applaudissements perdurants*)! •

Source: *Patrice Eméry Lumumba: Discours à la cérémonie d'indépendance congolaise, Léopoldville (Kinshasa), le 30 juin 1960*, (texte intégral); manuscrit établi selon son intervention, documentée par enregistrement audiot original sur *youtube/AfricaMuseum: Discours intégral de Patrice Lumumba* (téléchargé le 28 janvier 2026, manuscrit selon transcrit contrôlé et complété par *Peter Küpfer*, réd. *Horizons et débats*)

Le discours historique de Lumumba a alarmé les «élites» occidentales, entraînant leurs services secrets à le «liquider»

Patrice Eméry Lumumba (1925-1961), premier – et jusqu'à présent vraisemblablement l'unique – chef de gouvernement du Congo postcolonial à avoir été légalement nommé selon les principes démocratiques, fut une figure d'espoir pour toute une génération, non seulement pour les Congolais, mais aussi pour de nombreux observateurs africains et du monde entier. Fin juin 1960, Patrice Eméry Lumumba dont le parti à tendance libéral avait gagné les élections, fut élu Premier ministre de la toute nouvelle République démocratique du Congo. Une semaine seulement après son élection, la cérémonie de fondation du Congo libre eut lieu au Palais national (après 80 ans de statut colonial sous le nom d'«Etat indépendant du Congo», puis de «Congo belge») – en présence du roi Baudouin et de hauts représentants du gouvernement belge et de son armée coloniale, ainsi que de personnalités politiques, diplomatiques, militaires et journalistes du monde entier. En ouverture de la cérémonie, c'est le roi des Belges qui prit la parole, glorifiant l'époque coloniale belge comme une période historique propice où ce pays, autrefois arriéré, avait enfin eu accès aux acquis civilisatoires du monde occidental et ainsi à «la culture européenne». Son discours ne fit aucune mention des châtiments sévères, alors courants, infligés à quiconque s'opposait à cette doctrine colonialiste. Ensuite ce fut le tour au Président Kasa-Vubu. Comme l'avaient prévu les organisateurs, il donna sage-

ment l'écho africain dans la logique des paroles de Baudouin, louant avec ferveur le rôle de la Belgique en tant que puissance protectrice. C'est alors qu'un événement inattendu se produisit. En déviation du protocole officiel convenu avec la Belgique, le Président du Parlement donna la parole au Premier ministre Lumumba. Comme le rapportèrent plus tard des témoins oculaires, le roi pâlit et les visages des dignitaires de l'ancienne puissance coloniale se figèrent. Mais bientôt, des applaudissements, d'abord hésitants puis de plus en plus vigoureux, s'élevèrent des rangs des invités africains pour honorer le courageux orateur. Finalement, Lumumba fut acclamé par une ovation tonitruante et prolongée. Son discours ne se contenta pas de corriger les distorsions idéologiques de ses deux prédécesseurs seules; il posa carrément les fondements de son programme gouvernemental. Son message principal: le but du nouveau Congo, devenu souverain, et de son gouvernement élu est de réinstaurer la dignité humaine à tous les Congolais, et non plus à une minorité seuls. Ce n'est donc pas Lumumba lui-même qui aurait ainsi, par son discours, «souscrit à sa mort» (comme des témoins proches du gouvernement belge l'ont fait entendre après son assassinat), mais les gouvernements américain et belge et leurs services secrets (voir encadré).

Peter Küpfer

«La piste des larmes» suite de la page 6

A ce jour, les préoccupations des Havasupai sont restées lettre morte.

En explorant les bases de données consacrées à l'histoire américaine, on tombe sur les références au sergent *Yuma Bill Rowdy*, un Indien Havasupai qui a servi comme éclaireur dans la cavalerie de l'armée américaine lors des dernières campagnes visant à soumettre les *Apaches*, en 1890. Lors de la bataille de Cherry Creek, en mars 1890, Rowdy «a suivi les Apaches à travers l'un des terrains les plus accidentés, le Salt River Canyon en Arizona, les a retrouvés et a conduit le reste de la cavalerie jusqu'à leur emplacement», un exploit qui lui a valu la médaille d'honneur du Congrès.

Qu'est-ce que tu dis?

Tu crois que tu as le droit de rester?

Alors reste, et je t'enterrai.

Qu'est-ce que tu dis?

L'esprit de ton père vit toujours ici?

Eh bien, je vais vous faire taire tous les deux.

Après avoir admiré le lever du soleil sur le Grand Canyon, j'ai pris la direction de l'est sur Interstate 40, destination Albuquerque, Nouveau-Mexique. En chemin, je me suis arrêté au Petrified Forrest National Park, avant de traverser la réserve Navajo. Le nord-est de l'Arizona est connu pour ses panoramas magnifiques, caractérisés par un labyrinthe grandiose de canyons, dont le *Canyon de Chelly* et le *Canyon del Muerto*, façonnés par l'eau qui a creusé, au fil des millénaires, des couloirs dans les couches de grès et de roche ignée jusqu'à former des parois spectaculaires s'élevant à plus de 300 mètres au-dessus du fond verdoyant du canyon. Pendant plus de 5 000 ans, le Canyon de Chelly a été l'habitat des peuples autochtones de la région, notamment les *Diné*, ou *Navajo*. Alors que les Etats-Unis cherchaient à réaliser la vision de *John O'Sullivan* sur leur «destinée manifeste» (*Manifest Destiny*), selon laquelle Dieu avait ordonné l'expansion améri-



Palo Duro Canyon au Texas. (photo S.R.)

caine vers l'ouest afin de répandre la démocratie, le capitalisme et le mode de vie américain à travers tout le continent nord-américain, les pionniers, animés par cette idée, entrèrent en conflit avec les peuples autochtones qui peuplaient les terres qu'ils convoitaient. Au nord-est de l'Arizona, cela signifiait que les Américains se sont rapidement retrouvés en conflit avec le peuple *Diné*.

En 1863, le célèbre pionnier américain *Kit Carson* conduisit ainsi, contre les *Diné*, une expédition militaire qui culmina lors de la bataille du Canyon de Chelly. Le canyon signifia la dernière forteresse des *Diné* où ils avaient prévu de livrer leur dernier combat.

Mais plutôt que d'affronter directement les guerriers *Diné*, *Kit Carson* entreprit une campagne de terre brûlée, détruisant les récoltes et massacrant les troupeaux de moutons dont le peuple *Diné* dépendait pour sa survie.

En janvier 1864, les *Diné*, mourant de faim et dépourvus de tout moyen de subsistance, furent contraints à la reddition. Plus de 8 500 d'entre eux furent alors contraints à entreprendre ce qui est désormais connu sous le nom de la «Longue Marche», un périple de près de 480 kilomètres depuis le nord-est de l'Arizona et le nord-ouest du Nouveau-Mexique jusqu'à Bosque Redondo, le long de la rivière Pecos. Au cours de ces deux mois que durait leur périple vers leur nouvelle terre, soumis aux rigueurs de l'hiver, plus de 200 *Diné* moururent de froid et de faim. Des cen-

taines d'autres périrent après leur arrivée dans la réserve de Bosque Redondo.

En 1868, confronté à la réalité de l'échec cuisant de la déportation forcée des *Navajos*, le gouvernement américain autorisa les *Dinés* survivants à retourner sur leurs terres natales, y compris dans le Canyon de Chelly, qui fut alors rattaché à une réserve navajo élargie.

Les hauts faits des *Navajos* au service de la défense des Etats-Unis sont légendaires. Pendant la Seconde Guerre mondiale, des centaines de *Navajos* se sont enrôlés dans le Corps des Marines des Etats-Unis, où ils ont servi comme «code talkers», c'est-à-dire des opérateurs radio qui communiquaient en langue navajo, barrière linguistique que les Japonais étaient incapables de passer.

*Le problème, c'est que ton cheval s'est enfui,
Ne rate pas ton bateau, c'est maintenant
qu'il part*

*Et quand tu seras parti, je déploierai mes
ailes*

*Oui, je vais appeler cet endroit mon chez-moi
Je n'ai pas le temps de te donner des expli-
cations*

*T'es aveugle, pauvre idiot, dégage de mon
chemin*

*Tout ce que je peux te dire, mon nouveau
voisin*

*C'est que tu ferais mieux de partir, sinon je
t'enterrai.*

En quittant Albuquerque, je me suis dirigé vers l'est, à destination d'Oklahoma City, mon port d'arrivée pour la journée. Mon voyage m'a conduit à travers la région du Panhandle au Texas où, après avoir atteint Amarillo, j'ai quitté l'autoroute et pris la direction du sud, vers le Palo Duro Canyon.

Palo Duro est le deuxième plus grand canyon des Etats-Unis, après le Grand Canyon. Façonné par des millénaires d'érosion créée par le ruisseau du même nom, le Palo Duro Canyon se jette dans la partie sud des Hautes Plaines d'Amérique du Nord, connues sous le nom de Llano Estacado, ou «la plaine jalonnée».

Le Llano Estacado était le territoire des *Quahadis*, ou tribu des Antilopes, du peuple *Nermernuh*, plus connu sous le nom de *Comanches*, un nom dérivé du mot *Ute Komántcia*, qui signifie littéralement «ceux qui veulent se battre contre moi tout le temps». Les *Quahadis*, comme tous les membres du peuple *Nermernuh*, étaient des cavaliers hors pair dont le mode de vie reposait sur la chasse au bison et à l'antilope qui paissaient dans le Llano Estacado. Ils étaient farouchement indépendants et particulièrement agressifs. Pendant des décennies, ils résistèrent aux incursions des pionniers américains animés par la «Destinée manifeste», refusant de signer les traités proposés par le gouvernement américain et rejetant toute perspective de vivre dans des réserves.

En 1874, les *Quahadis* étaient dirigés par *Quanah Parker*, le légendaire Chef de guerre comanche. Parker s'allia aux Indiens *Kiowa* et aux *Cheyennes* de l'Ouest qui s'étaient enfuis de leurs réserves, et ensemble, ils se réfugièrent dans le canyon de Palo Duro, où ils rassemblèrent des provisions pour survivre à l'hiver qui approchait. En septembre 1874, l'armée américaine envoya des troupes sous le commandement du Colonel *Ranald Mackenzie*, qui y encerclèrent les *Quahadis*, les *Kiowas* et les *Cheyennes* de l'Ouest barricadés dans ses gorges. *Quanah Parker* et les autres chefs tribaux réussirent à mettre leurs peuples à l'abri des troupes de *Mackenzie*, mais ils durent abandonner le ravitaillement qu'ils avaient en



«La piste des larmes». Peinture de Robert Lindneux (1942). (photo mad)

réserve, ainsi que des milliers de leurs meilleurs chevaux.

Mackenzie ordonna de brûler les provisions et d'abattre les chevaux. Affamé et sans autre moyen de transport, *Quanah Parker* fut contraint de se rendre et se résigna à vivre dans une réserve. Il fut le dernier des chefs comanches libres.

Les archives de l'armée américaine montrent que de ces *Comanches*, 14 indigènes américains s'enrôlèrent pendant la Seconde Guerre mondiale, où ils formèrent une unité spéciale de code talkers comanches affectée à la 4^e division d'infanterie. Ces *Comanches* débarquèrent à Utah Beach le jour J, le 6 juin 1944, et combattirent tout au long de leur traversée de la France, où ils se retrouvèrent au cœur de la bataille des Ardennes. *Charles Chibitty*, le dernier code talker comanche survivant, est décédé en juin 2005, après avoir reçu, entre autres distinctions, deux médailles Bronze Star pour son héroïsme et ainsi qu'un Purple Heart.

*Maintenant, alors que je repose mes pieds
au coin du feu*

*Ceux qui autrefois y réchauffaient leurs
mains,*

Je les ai contraints à se retirer

Je peux désormais respirer à mon aise

Et dormir plus profondément

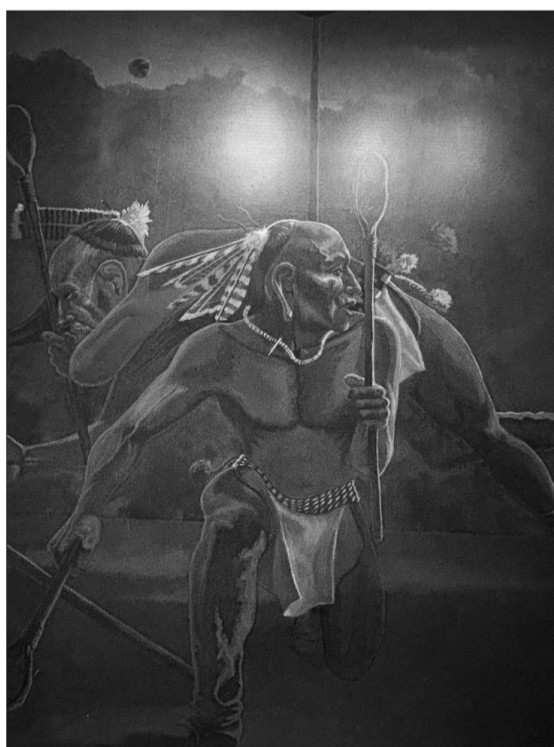
*Je bâtirai mon paradis sur ces pauvres âmes
déchues*

Et c'est là que je bâtirai mon foyer

Car à présent, vous tous, vous êtes morts.

Le dernier jour de mon périple à travers ce que nous, Américains, appelons familièrement le «Far West», m'a conduit vers l'est, loin d'Oklahoma City, jusqu'à Little Rock, dans l'Arkansas. A l'approche de la frontière avec l'Arkansas, j'ai quitté l'autoroute Interstate 40 pour me diriger vers le nord, vers la ville de Muskogee. Au nord-est de Muskogee se trouve la ville de Tahlequah où, dans l'ancien bâtiment du Capitole national cherokee, se trouve le Musée national d'histoire cherokee.

Les *Cherokees* se désignent eux-mêmes sous le nom d'*Aniyvwiya* et ont vécu pendant des siècles comme un peuple uni dans le sud-est de ce qui est aujourd'hui les Etats-Unis. Le 28 mai 1830, le Président *Andrew Jackson*



Peinture murale au Musée national d'histoire cherokee à Oklahoma. (photo S.R.)

a promulgué la Loi sur la déportation des Amérindiens. Cette loi prévoyait «un échange de terres avec les Amérindiens résidant dans l'un des Etats ou territoires, et leur déportation à l'ouest du fleuve Mississippi». Entre 1838 et 1840, cette loi a servi de justification à l'expulsion forcée du peuple *Aniyvwiya* de ses terres ancestrales vers ce qui était alors connu sous le nom d'*Indian Territory*, qui constitue aujourd'hui l'Etat de l'Oklahoma.

En mai 1835, *Andrew Jackson* contraignit les chefs *cherokees* à signer le traité de *New Echota*, qui

accordait aux *Cherokees* deux ans pour quitter leurs terres ancestrales et s'installer en Oklahoma. Cependant, en 1838, seuls 2 000 *Cherokees* l'avaient fait volontairement. En mai 1838, le Président *Martin Van Buren* donna au Général *Winfield Scott* l'ordre ultime de déplacer de force les *Cherokees* restants. Cette opération débuta à l'hiver 1838, les troupes américaines escortant quelque 13 000 *Cherokees* sur un trajet de plus de 1 600 kilomètres. Les conditions étaient extrêmement difficiles et plus de 4 000 *Cherokees* périrent en chemin, dans ce qui est désormais connu sous le nom de «Piste des larmes».

La «Piste des larmes» est largement considérée comme acte génocidaire, un processus qui a permis de s'approprier par la force plus de 25 millions d'acres de terres, destinés à être exploités économiquement par les citoyens des Etats-Unis.

Billy Walkabout, un *Cherokee*, a servi dans l'armée américaine au Vietnam, où il a reçu la deuxième plus haute distinction militaire pour son héroïsme, la *Distinguished Service Cross*, pour avoir sauvé la vie de plusieurs soldats américains. *Billy Walkabout* a également reçu la *Bronze Star* pour son héroïsme et le *Purple Heart* pour les blessures reçues au combat.

Billy Walkabout est décédé en 2007 des suites de complications liées à son exposition à l'agent orange, un défoliant largement utilisé par les Etats-Unis, comme arme à destruction massive au Vietnam.

Et je vis avec ma justice

Et je vis avec mon avidité

Oh, je vis sans pitié

Et je vis avec ma voracité frénétique

Et je vis avec ma haine

Et je vis avec ma jalousie

Oh, je vis avec cette idée

*Que je n'ai besoin de personne d'autre que
de moi-même.*

Bien que les Etats-Unis aient, au fil des années, tenté de réparer les innombrables injustices commises à l'encontre des peuples autochtones qui occupaient les terres convoitées par les colonisateurs européens et du monde entier, lesquels sont ensuite devenus le peuple américain, le fait est qu'aujourd'hui, les peuples indigènes et leurs descendants sont traités comme des citoyens de seconde zone par une nation qu'ils ont pourtant défendue à maintes reprises en temps de guerre.

Certains se montrent choqués par l'attitude de l'administration Trump envers le Groenland et sa population autochtone Inuit.

Quant à moi, elle illustre ce qui est au fond de notre business as usual.

Ne buvez pas l'eau

Ne buvez pas l'eau

Il y a du sang dans l'eau

Ne buvez pas l'eau

Ne buvez pas l'eau

Il y a du sang dans l'eau

Ne buvez pas l'eau

Il y a du sang dans l'eau

Ne buvez pas l'eau

Il y a du sang dans l'eau

Vous allez tous mourir

(Paroles de la chanson *Don't Drink the Water*, du *The Dave Matthews Band*.)

Source: <https://scottritter.substack.com/p/dont-drink-the-water> du 18 janvier 2026

(Traduction *Horizons et débats*)

«Ça y est, je te tiens ...»

La réussite du développement du langage repose sur des relations humaines solides

par la Dre Eliane Perret, psychologue et enseignante spécialisée

Le débat (et l'inquiétude) concernant le manque de compétences en allemand chez les écoliers suisses est un thème récurrent depuis des années – et il reste d'actualité. Les écoles maternelles spécialisées en orthophonie peinent à accueillir tous les enfants inscrits. Les orthophonistes pourraient doubler leur temps de travail. Il ne s'agit pas seulement d'enfants issus de milieux linguistiques étrangers qui arrivent à l'école avec des notions rudimentaires d'allemand; de nombreux élèves suisses ont également des compétences linguistiques insuffisantes, ce qui creuse l'écart dans les classes entre les élèves très compétents et ceux qui présentent d'importantes difficultés linguistiques. Comment remédier à ce problème? De diverses solutions sont constamment débattues. Malheureusement, l'accent est généralement mis sur

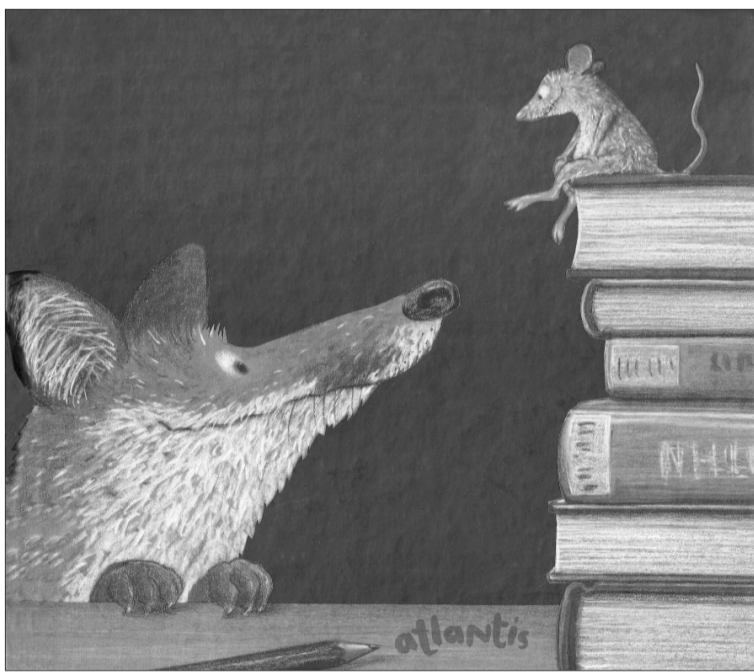
des changements structurels: classes moins chargées, programmes d'apprentissage individualisés, enseignants spécialisés pour ces enfants, cours de langue pour les tout-petits et les non-natifs, fréquentation obligatoire des garderies et des crèches, etc. Étonnamment, on accorde peu d'attention aux nombreuses recherches qui démontrent avec précision comment un enfant apprend le langage et comment son environnement familial et scolaire peut l'accompagner dans cette étape cruciale de son développement. Ces recherches apporteraient des éclairages importants sur la vie familiale et la conception de l'enseignement du langage à la maternelle et à l'école. Or, cet aspect est souvent négligé dans les conditions actuelles, raison pour laquelle les pensées suivantes visent à en élargir la vue.

Le langage: le lien le plus naturel entre les êtres humains

«La souris savoure le calme du soir. Soudain, ça sent le renard. Puis, un léger bruit...» C'est ainsi que commence un album illustré de Lorenz Pauli et Kathrin Schärer.¹ N'étes-vous pas intrigué du début de cette histoire? Nombre d'enfants partagent cette curiosité, notamment face aux albums artistiquement illustrés. Ils contemplent les images avec émerveillement se laissant emporter dans le «voyage» à travers une histoire pleine de découvertes, essentiellement linguistiques aussi. C'est une chance pour chaque enfant, car la maîtrise du langage est essentielle à son développement socio-émotionnel et cognitif. Le langage relie les enfants à leurs semblables et constitue une structure d'une complexité extraordinaire, aux multiples facettes. Une «merveille qui distingue l'être humain de tous les autres êtres vivants»², comme le décrit avec justesse le médecin et psychologue viennois Alfred Adler (voir encadré) au début du XX^e siècle: «Le développement du langage humain [...] présuppose ce contact entre les êtres humains. Il est né de ce lien intime et, de plus, il constitue un nouveau lien permettant de connecter l'individu aux autres.»³ Adler anticipe ainsi nombre de résultats de recherches actuelles, car l'enseignement du langage aujourd'hui ne doit en aucun cas se limiter à garantir la capacité de commander un hamburger chez McDonald's ou de communiquer au travail.

Les albums pour enfants – une invitation au dialogue

Les albums illustrés sont aujourd'hui un outil précieux pour les parents, les éducateurs et les enseignants, car ils permettent d'initier les enfants aux mystères du langage – par exemple, lorsqu'ils sont assis ensemble sur le canapé avec un album illustré ou réunis en cercle à la maternelle ou en classe. L'image et l'histoire – dans notre cas, celle de la souris et du renard – deviennent alors une invitation au dialogue, encourageant l'écoute attentive et le partage de ses propres réflexions et questions, par exemple: Pourquoi la souris disparaît-elle par la fenêtre de la cave? Pourquoi le renard se lèche-t-il les babines? J'espère que la souris va lui échapper! Je trouve la petite



«Ce n'est pas un terrain de chasse, mais une bibliothèque», dit la souris.
«Une Pippi-quoi...», demande le renard. (extrait d'image L. Pauli/K. Schärer)

souris si mignonne, et toi? Les illustrations aident non seulement à établir le lien avec les paroles, à suivre l'intrigue et à comprendre le déroulement de l'histoire, mais elles éveillent surtout la joie des enfants à raconter des histoires, favorisant des échanges animés. Aujourd'hui, on insiste souvent sur le fait que les enfants enrichissent leur vocabulaire de manière ludique, intègrent les structures linguistiques, s'exercent à construire des phrases et apprennent à utiliser correctement la grammaire dans diverses situations. C'est vrai, mais cela ne rend pas pleinement compte de l'importance des albums illustrés parce qu'ils permettent des échanges conviviaux animés promouvant les facteurs essentiels de l'apprentissage des langues qui sont liés aux contacts interhumains.

Le langage – une porte largement ouverte sur la culture

Le langage est fondamental à l'humanité et permet à l'enfant de se connecter aux autres, à son environnement et à la culture dans laquelle il naît et grandit, guidé par ses parents. L'importance des compétences linguistiques dépasse largement le cadre des choix de vie individuels, car elles créent un lien avec les réalisations des générations précédentes et avec sa propre culture. Comment vivaient nos grands-parents, nos ancêtres en général? A quoi ressemblait leur quotidien? Que faisaient-ils lorsqu'une personne était malade? Quand l'école a-t-elle été inventée? Comment sont apparus les progrès technologiques qui nous semblent aujourd'hui «normaux»? Quelles difficultés ont-ils rencontrées? Y avait-il des guerres à cette époque? Pourquoi?... Ces questions, et bien d'autres, suscitent un vif intérêt chez les très jeunes enfants. Elles sont extrêmement importantes car, en conversant avec nous, ils pratiquent non seulement leur expression linguistique, mais découvrent aussi les idées et les créations des générations passées et présentes. Le langage devient ainsi le moyen d'accéder intellectuellement et émotionnellement aux racines de sa propre culture et de les apprécier. Ainsi, l'intérêt grandit pour l'exploration des nombreuses œuvres littéraires et philosophiques que l'histoire de l'humanité a produites, tant par les mots que par les images. Les enfants comprennent le cheminement des réalisations technologiques et apprennent à évaluer ce qui a contribué au progrès de l'humanité et ce qui a constitué (et constitue encore) une impasse. Ce n'est que lorsque ces témoignages peuvent être compris et assimilés linguistiquement qu'ils seront mis à la disposition de la génération suivante pour l'aider à résoudre les problèmes urgents d'aujourd'hui. Cet aspect important, supra-individuel et porteur de culture du langage, n'est-il pas fatalement négligé dans les familles et les écoles, surtout à notre époque?

La relation humaine est irremplaçable

L'apprentissage de l'expression linguistique est donc une composante irremplaçable du développement de la personnalité d'un enfant, et ce pour de nombreuses raisons. C'est précisément pour cette raison que les enfants doivent pouvoir

acquérir, pratiquer et cultiver avec soin et de manière approfondie leur capacité à s'exprimer par les mots, aussi bien à la maison qu'à l'école. Cela s'applique également aux enfants dont la langue maternelle n'est pas celle courante. Lorsqu'ils commencent la maternelle ou l'école, les enfants ne peuvent s'adapter avec succès à cet environnement en pleine expansion que s'ils se sentent en sécurité et émotionnellement à l'aise dans leur première langue apprise. Ce processus d'apprentissage des langues «interpersonnel» ne pourra jamais être remplacé par un succédané numérique, aussi sophistiqué soit-il. Alfred Adler affirmait «On ne peut pratiquer le langage et acquérir du vocabulaire que dans un environnement social où l'enfant tisse des liens et les intègre.»⁴ Une affirmation d'alors confirmée par de nombreuses enquêtes récentes.⁵

Sans maîtrise du langage, il n'y a pas de véritable pensée

Parmi les multiples facettes de l'apprentissage des langues figure son lien étroit avec le développement cognitif de l'enfant. En bref: la pensée différenciée a besoin du langage! La complexité de cette étape développementale apparaît clairement lorsqu'on se replonge dans l'histoire de la souris et du renard et qu'on observe comment la bibliothèque, avec son trésor de livres, sauve la souris. «La souris court sur une étagère, et le renard la suit.» Tout à coup, la souris s'arrête: «Chut! Nous sommes dans un endroit spécial. Personne n'est censé être dérangé ici. Et tu nous déranges terriblement!» Quelle idée astucieuse!

Ces échanges dialogiques stimulent et développent la pensée enfantine, leur capacité d'expression et leur créativité. Alfred Adler l'affirme en ces termes: «La pensée logique dépend essentiellement de la condition de disposer du langage qui, par la possibilité de former des concepts, nous permet d'établir des distinctions et de créer des concepts qui ne sont jamais des propriétés privées pures, mais partagées en commun.»⁶ Par conséquent, la réflexion collective et la pratique de la pensée sont irremplaçables pour le développement cognitif de l'enfant. Au même titre que les conversations familiales, l'apprentissage dialogique devrait retrouver une place centrale dans l'apprentissage des langues en classe. L'élaboration collaborative des ressources pédagogiques au sein de la classe, souvent négligée aujourd'hui, devrait donc redevenir un élément essentiel des activités scolaires, pour le bénéfice de tous. C'est là que les réflexions individuelles convergent, s'affrontent et que des conclusions sont tirées. Un terrain d'entraînement à la coexistence démocratique, condition fondamentale, compte tenu des zones de conflit dans le monde.

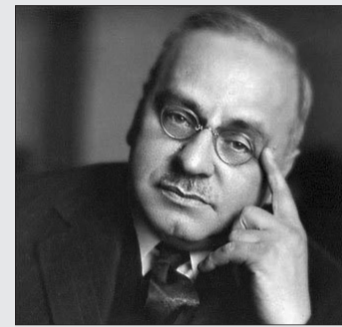
Il est désormais indéniable que ce qu'Alfred Adler observait déjà dans les années 1930 est une évidence: «Le langage est un lien entre deux personnes ou plus, permettant de communiquer leurs pensées. Nous devons cette œuvre d'art au collectif et comprenons qu'elle n'a pu se développer que là où existait un intérêt pour l'autre.»⁷ Autrement dit, la famille et l'école sont des lieux essentiels au développement du langage.

Mais qu'en est-il de la bibliothèque?

Vous aimeriez peut-être maintenant connaître la fin de l'histoire de la souris et du renard et le rôle qu'y a joué la bibliothèque. Pour l'instant, je garde ce secret, car j'ai savouré cet album jusqu'à la dernière page. Et peut-être que vous ferez autant. Sachez simplement ceci: le renard demanda à la souris: «Qu'est-ce donc, une Pippilothèque?» «Un endroit avec plein de livres, des livres à emprunter. Et les livres sont nécessaires pour faire des expériences, apprendre et avoir de nouvelles idées», répondit la souris. Une visite à la bibliothèque ou à la librairie avec les enfants, ne seraient-elles pas d'excellents points de départ pour d'autres entretiens motivants?

¹ Pauli, Lorenz; Schärer, Kathrin. (2011). *Pippilothek??? Eine Bibliothek wirkt Wunder*. Zürich: Atlantis-Verlag. ISBN 9-7837-15206-202

Alfred Adler (1870–1937)



Alfred Adler (photo Wikipedia)

Alfred Adler est né le 7 février 1870 à Penzing, alors banlieue de Vienne. Troisième enfant d'un marchand de céréales juif, il étudia la médecine à l'Université de Vienne. A partir de 1895, il pratiquait comme psychiatre et ophtalmologue. En 1902, il rejoignit la Société psychanalytique de Sigmund Freud et devint l'un de ses premiers collaborateurs. Cependant, grâce à son sens d'observation aigu, il développa des approches qui différaient sensiblement de la théorie des pulsions défendue de Freud. A partir de 1911, Adler s'éloigna de Freud fondant son école de psychologie à lui, appelé «individuelle». Pendant la Première Guerre mondiale, de 1916 à 1918, il servit comme médecin militaire.

Ses expériences de guerre influencèrent profondément ces concepts psychologiques. Se distinguant de ceux de Freud, il ne considérait pas la cruauté, telle qu'elle se manifestait pendant la guerre, comme un phénomène intrinsèque, quasiment inné à l'être humain. Comme il l'expliqua et fonda dans son ouvrage de 1919, «Die andere Seite», (De l'autre côté) l'être humain, pour participer à la guerre, doit y être sollicité, contraint même.

Dans l'Après-guerre, de graves problèmes sociaux, issus des années de guerre, revendiquaient d'être résolus. Adler voua son attention avant tout aux problèmes résultant de l'abandon émotionnel général auquel se trouvaient exposés quantité de jeunes – pour Adler nécessitant des approches essentiellement pédagogiques et psychologiques. Aussi Adler accorda-t-il une importance accrue aux questions de pédagogie ainsi que d'éducation curative, ce qui intensifia sa quête d'évoluer des moyens de rendre son approche théorique applicable à la pratique pédagogique.

Grâce à des conférences pour enseignants, des centres de conseil pour médecins, travailleurs sociaux, enseignants, parents et élèves, ainsi que la réalisation de centres de conseil pédagogique et l'entrée de principes de psychologie individuelle dans la réforme scolaire viennoise, Adler et ses disciples exercèrent une influence considérable et croissante sur tout le secteur socio-psychologique.

En 1926, Adler se rendit aux États-Unis pour y accomplir une série de conférences. A partir de 1935, il y transféra l'intégralité de son activité, tout en effectuant de nombreux séjours de conférences en réponse aux invitations provenant de divers pays européens. Alfred Adler mourut à Aberdeen en 1937, lors d'un de ces voyages. A ce jour, le riche héritage psychologique et pédagogique d'Alfred Adler n'est point épuisé, en dépit du fait qu'il offre de nombreuses réponses valables face aux problèmes qui continuent à bouleverser nos sociétés.

² Adler, Alfred. (1927/1983). *Menschenkenntnis*. Frankfurt a. M.: Fischer. p. 40

³ Adler, Alfred. (1929/1982). *Psychotherapie und Erziehung, Band I: Ausgewählte Aufsätze 1919–1929*. Frankfurt a. M.: Fischer. p. 122

⁴ Adler, Alfred. (1930/1974). *Die Technik der Individualpsychologie 2 – Die Seele des schwererziehbaren Schulkindes*. Frankfurt a. M.: Fischer. p. 181

⁵ par exemple de Ainsworth, M.D.S.; Bowlby, John; Buchholz-Kaiser, Annemarie; Herzka, Heinz Stefan; Hobson, Peter; Spitz, René A.; Tomasello, Michael

⁶ Adler, Alfred. (1927/1983). *Menschenkenntnis*. Frankfurt a. M.: Fischer. p. 40f.

⁷ Adler, Alfred. (1931). *Der Sinn des Lebens*. ds: Adler, Alfred. (1982). *Psychotherapie und Erziehung, Band II: Ausgewählte Aufsätze 1930–1932*. Frankfurt a. M.: Fischer. p. 74